Euskararen erakunde publikoa
Office public de la langue basque

Partenariat avec le Gouvernement de la Communauté Autonome d'Euskadi : annexe 2022 à la convention cadre 2021-2025

Euskal Autonomia Erkidegoko Gobernuarekin partaidetza: 2021-2025 esparru-hitzarmenari dagokion 2022ko eranskina

Contexte et présentation du projet :

Le 31 mars 2021, dans la continuité des précédentes conventions formalisées depuis 2007, le Président de l'Office Public de la Langue Basque et le Ministre de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement de la Communauté Autonome d'Euskadi ont signé une nouvelle convention-cadre pour la période 2021-2025, réaffirmant ainsi la volonté du Gouvernement de la CAE et de l'OPLB de pérenniser et consolider le partenariat transfrontalier en matière de politique linguistique en faveur de la langue basque, dans le respect de l'autonomie de décision et des règles de fonctionnement de chacun.

La nouvelle convention-cadre prévoit comme les précédentes que les modalités de coopération seront déclinées chaque année dans une annexe annuelle venant préciser l'ensemble des activités opérationnelles.

Pour 2022, la convention annuelle de partenariat jointe en annexe prévoit :

- d'une part, le programme des actions à mener en partenariat,
  - poursuite des travaux de mise en place et d'équivalence des certifications de niveau de langue basque,
  - poursuite de la mise en œuvre de la VIIème enquête sociolinguistique,
  - poursuite de l'alimentation du système d'indicateurs de la langue basque EAS (Euskararen Adierazle Sistema),

- d'autre part, le soutien financier des opérateurs privés du Pays Basque de France par le biais :
  - de conventionnements d'opérateurs identifiés de l'action linguistique,
  - d'un appel à projets action linguistique ouvert à tout autre opérateur privé du Pays Basque de France, dont le règlement et autres documents sont joints au présent rapport.

Délibération :

Sur la base de ces éléments, l'Assemblée générale de l'OPLB décide :

Testuingurua eta proiektuaren aurkezpena:

2021eko martxoaren 31n, 2007az geroztik formalizatu aurreko hitzarmenen jarraipenean, Euskararen Erakunde Publikoko lehendakariak eta Euskadiko Autonomia Erkidegoko Gobernuko Kultura eta Hizkuntza Politikako sailburuak 2021-2025 epealdirako esparru-hitzarmena izenpetu dute, Eusko Jaurlaritzaren eta EEPren artean euskararen hizkuntza politikako gaietan mugaz gaindiko lankidetza garatzearen aldeko borondatea berretsiz eta erakunde mailako harreman iraunkorrak egonkortuz, herri-erakunde bakoitzaren erabaki-autonomia eta funtzionamendu-arauak errespetatuz.

Esparru-hitzarmen berriak, aurrekoek bezala, lankidetzarako esparru orokorra finkatzen du, aurreikusiz lankidetza modalitateak urteko eranskin baten bidez bideratuko direla, urteko jarduera operatibo guziak zehaztuz.

Txosten honi erantsirik dagoen 2022ko urteko eranskinak honakoak aurreikusten ditu:

- batetik, elkarlanean burutuko diren ekimenak, bereziki:
  - euskara maila neurtzeko gaitasun egiaztatze agirien baliokidetza gauzatze lanak segitzea,
  - VII. inkesta soziolinguistikoaren obratzearen jarraipena,
  - EAS - Euskararen Adierazle Sistemaren partaidetzan obratu proiektuaren elikatzeko datu bilketaren jarraipena,

- bestetik, Ipar Euskal Herriko eragile pribatuen lana diruz laguntzea, honakoen bitartez:
  - hizkuntzaren alorrean lanean diharduten eragile jakin batzuk hitzarmenez lotuz,
  - hizkuntza jarduera proiektu deialdi bat antolatuz, Ipar Euskal Herriko beste eragile pribatuei irekia. Deialdiaren araudia eta honi lotutako beste dokumentuak bozkatzeko txosten honi erantsiak zaizkio.

Erabakia:

Elementu horien oinarrian, Biltzar Nagusiak honakoa erabakitzen du:

- d'approuver l'annexe 2022 à la convention cadre jointe en annexe et fixant pour 2022 le programme d'activité détaillé à conduire entre les deux partenaires, ainsi que la documentation relative à l'organisation de l'appel à projets (règlements et formulaires joints en annexe) ;
- d'autoriser le Président de l'OPLB à signer ladite annexe 2022 avec les représentants du Gouvernement de la CAE.

Adopté à l'unanimité.

- txosten honi erantsirik zaion 2022ko eranskina onartzea, bi partaideek obratzekoa duten jarduera-programa zehatza finkatzen duena, baita ere proiektu deialdiaren antolatzeari buruzko dokumentazioa (dokumentu honi erantsiak daude ere araudiak eta eskabide txostenak);
- EEPren Lehendakariari Eusko Jaurlaritzako ordezkariekin batean 2022ko eranskina izenpetzeko baimena ematea.

Aho batez onartua.

EUSKO JAURLARITZA
GOBIERNO VASCO
KULTURA ETA HIZKUNTZA POLITIKA SAILA
DEPARTAMENTO DE CULTURA Y POLÍTICA LINGÜÍSTICA

Euskararen erakunde publikoa
Office public de la langue basque

CONVENTION DE PARTENARIAT
EN MATIERE DE POLITIQUE LINGUISTIQUE
ENTRE LE MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE
DU GOUVERNEMENT BASQUE
ET L'OFFICE PUBLIC DE LA LANGUE BASQUE
-
ANNEXE POUR L'ANNEE 2022

2022

Entre les soussignés

D'une part,

Le Ministre de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque, **Bingen ZUPIRIA GOROSTIDI**,

Et d'autre part,

Le Président de l'Office Public de la Langue Basque, **Antton CURUTCHARRY**, par décision de l'Assemblée générale du 31 mars 2022,

Représentant leurs institutions respectives,

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

Il est convenu ce qui suit

Lors de sa séance du 23 mars 2021, le Conseil du Gouvernement du Gouvernement Basque a validé la signature de l'accord-cadre de partenariat en matière de politique linguistique entre le Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque.

De son côté, lors de sa séance du 25 mars 2021, l'Assemblée Générale de l'Office Public de la Langue Basque a également validé la signature de cet accord.

Le 31 mars 2021 a été signée à Bayonne et Vitoria-Gasteiz, la convention de partenariat en matière de politique linguistique entre les deux institutions.

Dans la continuité des précédentes conventions, la nouvelle convention établie pour la période 2021-2025 réaffirme la volonté du Gouvernement Basque et de l'Office Public de la Langue Basque de consolider et de développer un partenariat transfrontalier en matière de politique linguistique concernant la langue basque, dans le respect de l'autonomie de décision et des règles de fonctionnement de chacun des organismes concernés.

Concernant la procédure de mise en œuvre de la convention, il est stipulé au 4ème chapitre que les projets et activités développés en partenariat font l'objet d'une annexe annuelle qui doit également préciser les modalités d'intervention et d'affectation des aides aux opérateurs privés du Pays Basque de France.

Ainsi la présente annexe fixe les projets et activités pour l'année 2022, ainsi que les modalités d'appui financier aux opérateurs privés du Pays Basque de France.

Par ailleurs, un nouveau cadre de coopération transfrontalière en matière de politique linguistique a été établi entre l'Office Public de la Langue Basque, la Communauté Autonome d'Euskadi (CAE) et la Communauté Forale de Navarre, formalisé par une première convention signée le 3 juillet 2017 à Pampelune pour la période 2017-2022, renouvelé en 2021 pour la période 2021-2025. Cette convention comprend les actions conduites entre les trois partenaires, dont certaines figurent aussi dans la présente convention OPLB/Gouvernement Basque.

2022

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

Dispositions

1. Objet de l'Annexe à la convention-cadre

La présente annexe à la convention de partenariat précise les projets et activités que les deux partenaires mèneront ensemble en 2022 et définit les modalités d'attribution des aides affectées par le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque en matière de soutien à la transmission et à l'usage de la langue basque.

2. Le programme des actions à mener en partenariat en 2022 entre le Vice-ministère de la Politique Linguistique et l'Office Public de la Langue Basque

2.1. Dans le domaine de l'apprentissage de la langue basque par les adultes

2.1.1. Définition et organisation des dispositifs d'équivalence des certifications de langue basque de part et d'autre de la frontière

Suite à la mise en place en 2009 par l'OPLB, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et l'Université Bordeaux Montaigne d'un dispositif de certification de niveau de langue basque (DCLB) basé sur le Cadre Européen Commun de Référence, en s'appuyant sur un comité scientifique créé à cet effet, l'OPLB a mis en place l'examen de niveau C1 en 2009 (deux sessions par an), puis l'examen de niveau B1 en 2015 (une session par an).

Les services de l'OPLB et ceux du Gouvernement de la CAE ont par ailleurs œuvré à la mise en place de l'équivalence du certificat de niveau C1 de part et d'autre de la frontière, officiellement reconnue par décret du 9 novembre 2010 dans la Communauté Autonome d'Euskadi et par décret du 4 mai 2010 dans la Communauté Forale de Navarre.

De la même manière, les services de l'OPLB et la direction de la « Normalisation de l'utilisation de la langue basque dans les administrations publiques » du ministère de la Culture et de la Politique linguistique du Gouvernement de la CAE ont travaillé à la mise en place de l'équivalence du certificat de niveau B1, qui sera officiellement reconnue par décret en 2022. Les deux parties conviennent de finaliser la démarche cette année.

D'autre part, en lien avec les travaux de création du certificat de niveau B2 menés en 2019 et 2020 en partenariat avec les services de l'Institut HABE (organisme public rattaché au Gouvernement Basque dédié à l'alphabétisation et à la récupération linguistique par les adultes) et conformément à la décision de l'Assemblée générale de l'OPLB du 17 décembre 2019 de mettre en place une certification dématérialisée de niveau B2 en direction des publics scolaires, les travaux de création de la version numérique de la certification se poursuivront en 2022 en collaboration avec les services du Gouvernement basque.

2022

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

2.1.2. Réalisation d'un diagnostic portant sur les dispositifs d'appui au développement de l'apprentissage de la langue basque par les adultes

Pour 2022, dans la perspective de la définition par l'OPLB d'une stratégie d'intervention dans le domaine de la formation des adultes à la langue basque, les partenaires conviennent :
• de finaliser le diagnostic des dispositifs d'aides et de financements en s'appuyant sur les études en cours dans la CAE,
• d'analyser les outils de suivi du processus d'apprentissage par les apprenants existant dans la CAE,
• d'analyser les dispositifs permettant de veiller à la qualité des processus d'apprentissage.

2.2. Partenariat relatif à la structuration du Système d'indicateurs de la langue basque

En 2013, le Vice-Ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque, l'Office Public de la Langue Basque, le Gouvernement de Navarre et les Députations Forales d'Araba, de Bizkaia et du Gipuzkoa ont initié en partenariat un projet de système d'indicateurs de la langue basque dénommé « EAS - Euskararen Adierazleen Sistema », dont les travaux de définition et de structuration ont été conduits par un comité technique mis en place à cet effet par les partenaires.

Les partenaires ont sollicité et obtenu en 2016 un cofinancement dans le cadre du Programme Européen POCTEFA. Les caractéristiques du système d'indicateurs ont été définies, puis les données collectées, traitées et mises en ligne sur le site web rendu public fin 2017. En 2020, ce site a fait l'objet d'un renouvellement en profondeur afin de rendre les données plus accessibles au grand public (nouveau design et mise à disposition de tutoriels, guides et synthèses).

Pour 2022, les partenaires conviennent de poursuivre la mise en œuvre du système commun d'indicateurs, en particulier :
• le travail d'adaptation du système et des indicateurs afin de mieux prendre en compte la réalité de chaque territoire,
• le travail de collecte permettant d'alimenter le site web,
• la mise en place d'actions de communication pour faire connaitre le projet et augmenter le nombre d'utilisateurs.

2022

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

2022

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

2.3. Partenariats techniques entre les services du Vice-ministère à la Politique Linguistique et l'Office Public de la Langue Basque

Les services du Vice-ministère de la Politique Linguistique et de l'Office Public de la Langue Basque ont initié des partenariats techniques autour de thématiques spécifiques :

2.3.1. Adaptation du traducteur neuronal automatique

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale de l'OPLB du 17 décembre 2019 de travailler en partenariat avec le Gouvernement de la communauté autonome d'Euskadi au développement du traducteur automatique neuronal basque/français - français/basque, un corpus de traductions basque/français - français/basque a été constitué par l'OPLB puis transmis au Gouvernement de la CAE suivant la convention de mise à disposition de ce corpus. Conformément à cette convention, les deux partenaires prévoient en 2022 la poursuite du développement de la version basque/français - français/basque du traducteur.

2.3.2 Itzuli Plus

Les partenaires prévoient de travailler à l'intégration du dictionnaire Nolaerran.org de l'OPLB à la barre d'outils Itzuli + développée par le Gouvernement basque.

2.3.2. Accès au fonds documentaire de l'organisme HABE

Pour 2022, les partenaires conviennent :
• de mettre à disposition des agents de l'Office Public de la Langue Basque le fonds documentaire d'HABE (livres, articles et autres documents au format papier ou numérique),
• de répondre aux demandes spécifiques de ces mêmes agents par l'élaboration d'une bibliographie précise,
• de leur offrir la possibilité de s'abonner au service d'alerte en ligne personnalisable d'HABE.

2.4. Mise en œuvre de la VII^{ème} enquête sociolinguistique

Depuis 1991, le Gouvernement basque réalise une enquête sociolinguistique tous les cinq ans ayant pour objectif principal d'effectuer une étude précise de l'évolution de la situation de la langue basque sur l'ensemble du Pays Basque (compétences linguistiques, transmission, utilisation et pratiques, évolutions des divers indicateurs), en prenant comme périmètres d'étude les trois territoires concernés par la langue basque (la Communauté Autonome d'Euskadi, la Navarre et le Pays Basque de France).

Les enquêtes sociolinguistiques de 2006, 2011 et 2016 ont été menées en partenariat par les services du Vice-Ministère de la Politique Linguistique et de l'Office Public de la Langue Basque.

De la même façon et en tenant compte de la mise en place en 2017 du nouveau cadre de coopération transfrontalière en matière de politique linguistique entre l'Office Public de la Langue Basque, la Communauté Autonome d'Euskadi (CAE) et la Communauté Forale de Navarre, les partenaires conviennent de poursuivre en 2022 la mise en œuvre de la VII^{ème} enquête sociolinguistique.

Plus précisément, les partenaires mèneront en 2022 les travaux suivants :
- exploitation des données,
- analyse des résultats,
- rédaction et traduction des premières analyses,
- diffusion des principaux résultats.

3. Les aides affectées par le Vice-Ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque aux opérateurs privés du Pays Basque de France

Avec comme objectif de renforcer la transmission et l'usage de la langue basque, la présente annexe précise les modalités d'accompagnement financier des activités menées par les opérateurs du Pays Basque de France.

En 2022, un fonds de coopération abondé par les deux partenaires sera reconduit, en vue d'affecter des aides financières aux opérateurs privés du Pays Basque de France œuvrant au développement de la transmission et de l'usage de la langue basque.

Les activités et projets éligibles au fonds de coopération devront être menés et achevés au cours de l'année 2022 et les aides financières pourront bénéficier à tout opérateur privé ayant son siège social en Pays Basque de France, officiellement déclaré dans le respect de la réglementation en vigueur.

A cette fin, un fonds de coopération est abondé par les contributions des deux partenaires. Un budget total de **1.930.000** € est alloué de la façon suivante :
- Office Public de la Langue Basque : **1.530.000** €
- Vice-Ministère de la Politique Linguistique : **400.000** €

Ce fonds de coopération se répartira en **2 ensembles** financiers :
- Un **premier ensemble financier** de **1.801.500** € visera à soutenir, sous couvert de conventions, des opérateurs identifiés de l'action linguistique dont

2022

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

les activités croisent pleinement le programme des actions à mener en partenariat entre l'Office Public de la Langue Basque et le Gouvernement Basque. Cet ensemble financier sera abondé comme suit :
  - Office Public de la Langue Basque : **1.428.139** € (79,275 %)
  - Vice-Ministère de la Politique Linguistique : **373.361** € (20,725 %)
- Un **second ensemble financier** de **128.500** € sera mis en place, dans le cadre d'un Appel à projets action linguistique ouvert à tout autre opérateur privé du Pays Basque de France. Cet ensemble financier sera abondé comme suit :
  - Office Public de la Langue Basque : **101.868** € (79,275 %)
  - Vice-Ministère de la Politique Linguistique : **26.632** € (20,725 %)

Comme convenu dans la convention-cadre, les modalités de mobilisation du fonds de coopération relèvent de la responsabilité du comité de pilotage mis en place par les deux partenaires. Ce dernier proposera, comme chaque année, les priorités, objectifs, contributions financières et modalités de mise en œuvre. Le comité de pilotage pourra proposer un réajustement de la répartition des deux ensembles financiers décrits précédemment en fonction de la nature des projets présentés par les opérateurs.

De même, le Comité technique de suivi assurera la phase d'instruction technique des projets, en s'appuyant toujours sur les critères et les règles définies dans la présente annexe.

La gestion et la diffusion de l'information relative à la mise en œuvre du fonds de coopération relèvera, principalement, de la responsabilité de l'Office Public de la Langue Basque. La participation du Gouvernement Basque sera prévue aux différentes étapes de la mise en œuvre de la démarche : examen des projets, prise de décision, communication relative aux projets accompagnés, autres actions publiques liées à la démarche.

Les décisions relatives aux activités et projets aidés feront l'objet d'une diffusion aux intéressés et à la presse, organisée en concertation entre les deux partenaires.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le fonds ne serait pas affecté en totalité ou qu'une partie des montants affectés ne seraient pas effectivement versés, l'Office Public de la Langue Basque, en qualité de gestionnaire principal, en informerait précisément le Vice-Ministère de la Politique Linguistique et procéderait au remboursement proportionnel des fonds.

2022

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

4. Gestion de la convention

Pour le Gouvernement Basque, la gestion de la convention sera assurée par le Vice-Ministère de la Politique Linguistique.

Pour ce qui concerne les institutions du Pays Basque de France, la gestion de la convention sera assurée par l'Office Public de la Langue Basque.

5. Modalités de versement et justification

Le Gouvernement Basque procédera au versement à l'Office Public de la Langue Basque de **400.000 €**, de la manière suivante :
- **1er versement de 50%** (200.000 €) : dès signature de la convention,
- **2nd versement de 50%** (200.000 €) : dès justification de la totalité de la contribution.

Afin de rendre compte des aides financières attribuées, l'Office Public de la Langue Basque produira au Vice-Ministère de la Politique Linguistique la documentation suivante : d'une part, le relevé des décisions, et d'autre part, un document précis attestant de la bonne utilisation des aides versées. Ce document présentera, selon les modalités d'aides financières définies pour chaque opérateur soutenu, le niveau de réalisation des projets ainsi que les données financières correspondantes.

L'ensemble de la documentation sera à produire pour le 30 juin 2023.

Dans l'hypothèse où une partie des montants affectés ne serait pas effectivement versée, l'Office Public de la Langue Basque procéderait au remboursement proportionnel des fonds au Vice-Ministère de la Politique Linguistique.

6. Engagements

La mise en œuvre de la présente convention devra respecter le règlement relatif à l'attribution des aides tel que décrit dans le Titre VI du Décret législatif 1/1997 du 11 novembre, ainsi que les obligations décrites dans l'article 50.2. Toutes les informations nécessaires seront transmises au Bureau de Contrôle Economique du Ministère des Finances et de l'Economie du Gouvernement Basque et à la Cour des Comptes Publics de la Communauté Autonome d'Euskadi.

2022

Signature
Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique

Signature
Office Public de la Langue Basque

7. Non-respect des obligations

Tout manquement à une des clauses stipulées dans le présent document ou à toute autre obligation relative entraînera le remboursement de la contribution apportée auprès de la Trésorerie Générale de la Communauté Autonome Basque, comme le précisent les décrets législatifs 1/1997 du 11 novembre, et 698/1991 du 17 décembre.

8. Règlement des litiges

Les contentieux éventuels que pourrait soulever la mise en œuvre de la convention seront jugés par le Tribunal Supérieur de Justice de la Communauté Autonome d'Euskadi et par le Tribunal Administratif de Pau selon les cas.

9. Durée de l'Annexe

Cette Annexe entre en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022.

Afin de formaliser ce qui a été convenu et de l'appliquer comme prévu, les deux parties signent cette convention en basque et en français.

A Bayonne, le 4 avril 2022.

Le Ministre de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque **Bingen ZUPIRIA GOROSTIDI** Signature	Le Président de l'Office Public de la Langue Basque **Antton CURUTCHARRY** Signature

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Imprimer

Réinitialiser

cerfa
N°12156*05

ASSOCIATIONS

DEMANDE DE SUBVENTION(S)

Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1 et 10
Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une notice n° 51781#02 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence - Récurrence	Objet	Période
☐ en numéraire (argent) ☐ en nature	☐ première demande ☐ renouvellement (ou poursuite)	☐ fonctionnement global ☐ projets(s)/action(s)	☐ annuelle ou ponctuelle ☐ pluriannuelle

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées https://lannuaire.service-public.fr/) :

☐ **État - Ministère** .....
Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.) .....

☐ **Conseil régional** .....
Direction/Service .....

☐ **Conseil départemental** .....
Direction/Service .....

☐ **Commune ou Intercommunalité** .....
Direction/Service .....

☐ **Établissement public** .....

☐ **Autre (préciser)** .....

1. Identification de l'association

1.1 Nom - Dénomination : .....

.....

Sigle de l'association : ..... Site web: .....

1.2 Numéro Siret : I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : IWI__I__I__I__I__I__I__I__I__I
(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)

1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date I__I__I__I__I__I__I__I__I
Volume : I__I__I__I Folio : I__I__I__I Tribunal d'instance :

1.5 Adresse du siège social : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Commune déléguée le cas échéant : .....

1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Commune déléguée le cas échéant : .....

1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? ☐ oui ☐ non

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	**attribué par**	**en date du :**

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? ☐ oui ☐ non

Si oui, date de publication au Journal Officiel : I__I__I__I__I__I__I

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? ☐ oui ☒ non

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? *(indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)*

.....

.....

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non ☐ oui ☐ Si oui, lesquelles?

.....

.....

Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée : ☐

4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée

Nombre de bénévoles : *Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.*	
Nombre de volontaires : *Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)*	
Nombre total de salariés :	
dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	
Adhérents *Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association*	

5. Budget[1] de l'association

Année 20.... ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures		**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	0	**TOTAL DES PRODUITS**	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	**TOTAL**	0

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Projet n°....

6. Projet - Objet de la demande

Remplir une « rubrique *6 - Objet de la demande* » (3 pages) par projet

Projet supplémentaire - demande multi-projets

Suppression d'un projet - demande multi-projets

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? ☐ oui

Intitulé :

Objectifs :

Description :

Bénéficiaires : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

6. Projet - Objet de la demande (suite)

Territoire :

Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) **:**

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Bénévoles participants activement à l'action/projet		
Salarié		
dont en CDI		
dont en CDD		
dont emplois aidés[4]		
Volontaires (services civiques ...)		

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ?

☐ oui ☐ non Si oui, combien (en ETPT) : .....

Date ou période de réalisation : du (le) I__I__I__I__I__I__I au I__I__I__I__I__I__I

Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

[4] Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

Projet n°....

6. Budget[5] du projet

Année 20.... ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	0	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures		**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	0	**TOTAL DES PRODUITS**	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	**TOTAL**	0

La subvention sollicitée de.....€, objet de la présente demande représente .....% du total des produits du projet

(montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) .....

représentant(e) légal(e) de l'association .....

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci[8].

déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives[9], comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;

- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;

- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;

- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)[10] :

☐ inférieur ou égal à 500 000 €
☐ supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de : ..... € au titre de l'année ou exercice 20....
..... € au titre de l'année ou exercice 20....
..... € au titre de l'année ou exercice 20....
..... € au titre de l'année ou exercice 20....

- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.
=> Joindre un RIB

Fait, le ..... à .....

Signature

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

[8] "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

[9] Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

[10] Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Réglement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

7 *bis*. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de *minimis*", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

Nous sommes là pour vous aider

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSOCIATIONS

cerfa
N°15059*02

COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée.
Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention.
Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :
1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :
« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom : ....

Numéro SIRET : I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations : : I__I__I__I__I__I__I

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

2. Tableau de synthèse[1].

Exercice 20…

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				**Ressources directes affectées à l'action**			
60 – Achat	0	0		**70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services**			
				73 – Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures				**74- Subventions d'exploitation[2]**	0	0	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0		-			
Locations				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI[3]			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	0	0					
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				**75 - Autres produits de gestion courante**			
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				**76 - Produits financiers**			
67- Charges exceptionnelles				**77- Produits exceptionnels**			
68- Dotation aux amortissements				**78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures**			
CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		**Total des produits**	0	0	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[4]							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		**87 - Contributions volontaires en nature**	0	0	
860- Secours en nature				870- Bénévolat			
861- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature			
862- Prestations							
864- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	0	0		**TOTAL**	0	0	
La subvention de……€ représente ……% du Total des produits.							

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

[3] Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

[4] Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée[5] :

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom).....
représentant(e) légal(e) de l'association .....

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le ..... à .....

Signature

[5] Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

Règlement 2022

de l'Appel à projets action linguistique

●●●

Hizkuntza jarduera proiektu deialdia

2022ko araudia

En référence d'une part au Plan de revitalisation de la langue basque ratifié par le Parlement Basque le 10 décembre 1999, et d'autre part au Projet de Politique Linguistique adopté par l'OPLB le 26 décembre 2006, le Gouvernement de la Communauté Autonome d'Euskadi (CAE) et l'Office Public de la Langue Basque ont établi en 2007 un cadre de collaboration permanente en matière de politique linguistique. En 2021, dans la continuité des précédentes conventions formalisées depuis 2007, les deux partenaires ont décidé de reconduire ce partenariat, pour une nouvelle période allant de 2021 à 2025, en tenant compte des évolutions concernant les documents cadres de la politique linguistique, en particulier le Plan d'Action de soutien à la langue basque ratifié par le Parlement Basque le 11 septembre 2013 et le Projet stratégique de l'OPLB adopté par son Assemblée générale le 19 octobre 2018.

Cette nouvelle convention-cadre vient réaffirmer la volonté du Gouvernement de la CAE et de l'Office Public de la Langue Basque de collaborer en matière de politique linguistique, dans le respect de l'autonomie de décision et des règles de fonctionnement de chacun des organismes concernés. Elle fixe le cadre du partenariat entre l'Office Public de la Langue Basque et le Gouvernement de la CAE, et prévoit qu'une Annexe annuelle précisera chaque année les actions menées en partenariat, ainsi que les modalités d'accompagnement financier des opérateurs du Pays Basque de France.

Ainsi, l'Annexe annuelle 2022 prévoit la constitution d'un fonds commun pour soutenir financièrement :

- les opérateurs identifiés de l'action linguistique du Pays Basque de France au moyen de conventions
- les autres porteurs de projets dans le cadre d'un appel à projets

Eusko Legebiltzarrak 1999ko abenduaren 10ean berretsitako Euskara Biziberritzeko Plan Nagusia kontuan hartuz, eta bestetik Euskararen Erakunde Publikoak 2006ko abenduaren 26an onartutako Hizkuntza Politika Proiektuak eskaintzen dituzten erreferentzia-markoak errespetatuz, Eusko Jaurlaritzak eta Euskararen Erakunde Publikoak 2007an, hizkuntza politikari buruzko lankidetza iraunkor baten esparruak finkatu dituzte. 2007az geroztik adostu aitzineko hitzarmenen jarraipenean, bi izenpetzaileek erabaki dute 2021ean partaidetzaren berriz bideratzea 2021etik 2025erainoko epealdi berri batentzat, Hizkuntza politikari dagozkion esparru-dokumentuetako garapenak kontuan hartuz, bereziki, 2013ko irailaren 11an Eusko Legebiltzarrak berretsitako Euskara Sustatzeko Ekintza Plana eta EEPk 2018ko urriaren 19ko Biltzar Nagusian bozkatu Plan Estrategikoa.

Hitzarmen-marko berri honek, Eusko Jaurlaritza eta Euskararen Erakunde Publikoaren artean, euskararen aldeko hizkuntza politika gaietan lankidetza garatzearen aldeko borondatea berresten du, herri-erakunde bakoitzaren erabaki-autonomia eta funtzionamendu-arauak errespetatuz. Hitzarmenak bi erakundeen arteko elkarlanerako esparruak finkatzen ditu, zehaztuz honi loturiko urteko eranskinak urtero lankidetzan burutu jarduerak zehaztuko dituela baita Ipar Euskal Herriko eragileak diruz sustatzeko modalitateak ere.

Honela, 2022ko urteko Eranskinean lankidetzarako fondoa osatzea aurreikusi da diruz laguntzeko:

- hitzarmen bidez lotu Ipar Euskal Herriko hizkuntza jardueran identifikatu eragileak
- beste edozein eragile pribatu, antolatzen den proiektuen deialdiaren bidez

Sur décision de l'Assemblée générale du 31 mars 2022 de l'OPLB, le présent règlement fixe les modalités de mise en œuvre de l'**Appel à projets action linguistique** organisé en **2022** en partenariat avec le Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement de la CAE, afin de soutenir les initiatives des opérateurs dans le domaine de la transmission et de l'utilisation de la langue basque.

Euskararen Erakunde Publikoaren 2022eko martxoaren 31ko Biltzar Nagusian hartutako erabakiaren arabera eta Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politika Sailarekin elkarlanean, **2022ko Hizkuntza Jarduera Proiektu Deialdiaren araudi honek, euskararen transmisioa eta erabilera** sustatzeko ekimenak garatzen dituzten erakunde pribatuentzako dirulaguntzak emateko modua arautzen du.

Objet

Cet Appel à projets a pour objet d'organiser l'affectation des aides aux opérateurs privés du Pays Basque de France œuvrant au développement de la transmission et de l'utilisation de la langue basque.

Les projets et les activités soutenus dans le cadre de ce dispositif devront se réaliser au cours de l'année 2022 (il pourra s'agir d'une tranche d'un projet pluriannuel).

Pour cela, le Gouvernement de la CAE et l'Office Public de la Langue Basque ont décidé de mettre en place un fonds spécifique de **128.500 €**.

Helburua

Deialdi honen xedea da Ipar Euskal Herrian euskararen transmisioa eta erabilera sustatzeko ekimenak garatzen dituzten erakunde pribatuei dirulaguntzak emateko modua arautzea.

Deialdi honen bidez lagunduko diren proiektuek eta jarduerek 2022. urtean burutu behar dute (urte anitzeko proiektu baten zati bat izan daitezke ere).

Horretarako, Eusko Jaurlaritzak eta Euskararen Erakunde Publikoak **128.500 €**ko funts berezia ezartzea erabaki dute.

I. CONDITIONS D'ACCÈS

1.1 Recevabilité

L'Appel à projets action linguistique est ouvert à tout opérateur associatif ou privé ayant son siège social en Pays Basque de France, officiellement déclaré dans le respect de la réglementation en vigueur.

Ne peuvent pas bénéficier de ces aides :
- les porteurs de projets relatifs à l'organisation de spectacles ou activités à caractère culturel
- les porteurs de projets relatifs à l'organisation de projets d'établissements scolaires
- les entités privées dont la majorité des financements proviennent des institutions publiques

Pour bénéficier d'une aide financière ou de son versement, l'opérateur ne devra faire l'objet d'aucune procédure en cours avec les autorités de la Communauté Autonome d'Euskadi ou avec l'Office Public de la Langue Basque, relative à la production de pièces administratives ou à des remboursements dus sur des projets antérieurs.

Les opérateurs devront obligatoirement solliciter les sources de financement de droit commun existant dans leur domaine et mentionner impérativement les autres sources de financement, sollicitées et/ou acquises.

I. ONARGARRITASUN BALDINTZAK

1.1 Onargarritasuna

Hizkuntza Jarduera Proiektu Deialdi hau, indarrean dagoen legediaren errespetatuan ofizialki deklaratu eta egoitza nagusia Ipar Euskal Herrian duen edozein elkarte edo eragile pribaturentzat irekia da.

Dirulaguntza hauek ezin dituzte eskuratu:
- ikusgarrien edota izaera kulturala duten jardueren antolaketari lotu proiektu eramaileek
- ikastetxeen jardueren antolaketari lotu proiektu eramaileek
- finantzamenduen gehiengoa instituzio publikoetatik eskuratzen duten eragile pribatuek

Dirulaguntza edo honen ordainketa jasotzeko, baitezpadakoa da eragileak inolako prozedurarik ez izatea Euskal Autonomia Erkidegoko administrazio orokorrarekin (eta honen erakunde autonomiadunekin) edo Euskararen Erakunde Publikoarekin, bereziki administrazio-agiri igorpenei edo aitzineko proiektuei dagozkien diru-itzultzeei buruz.

Baitezpadakoa da eragileek beren eremuan dauden lege arrunteko finantzamendu iturriak eskatzea eta eskatu edota eskuratu beste finantzamendu iturriak aipatzea.

1.2 Activités éligibles

Les projets et activités qui seront soutenus doivent s'inscrire en cohérence avec le Projet stratégique adopté par l'Office Public de la Langue Basque. Ils devront répondre aux enjeux suivants :

Enjeu 1 : **Développer la transmission de la langue basque**

- Enseignement :
  - Appui à la sensibilisation et à la promotion de l'apprentissage du basque à l'école
  - Appui à la sensibilisation des familles sur la continuité de l'enseignement bilingue de la maternelle au lycée

- Apprentissage d'initiative personnelle par les adultes :
  - Appui à l'activité de formation du basque aux adultes, hors formation professionnelle

- Petite enfance :
  - Appui à l'accueil des jeunes enfants (dans l'attente de la mobilisation des financements droit commun du domaine)

Enjeu 2 : Développer les domaines de l'usage de la langue basque impactant directement les enfants et les jeunes

- Dans le domaine de l'accueil collectif de loisirs :
  - Appui à l'offre d'accueil de loisirs en langue basque, en complémentarité avec les financements de droit commun de l'accueil de loisirs, et en travaillant à une mobilisation optimale des dispositifs et financements de droit commun pour l'accueil de loisirs
  - Appui à la formation menant aux fonctions d'animateur bilingue
  - Appui à la production de matériel ludique ou pédagogique à caractère pérenne support de l'activité de loisirs en langue basque

- Dans le domaine des activités sportives :
  - Appui au développement pérenne de la langue basque dans l'activité de l'opérateur en direction du public :
    - Formation à la langue basque des salariés ou bénévoles volontaires pour exercer leur activité en basque de manière pérenne
    - Appui à l'intégration du bilinguisme dans les supports de communication à caractère permanent

1.2 Diruz lagundu daitezkeen jarduerak

Lagunduko diren proiektu eta jarduerek koherenteak izan behar dute Euskararen Erakunde Publikoak onartu Proiektu estrategikoarekin. Honako erronkekin bateragarriak izan beharko dute:

1. erronka: Euskararen transmisioa garatzea

- Irakaskuntza:
  - Eskolan euskara ikasteko sentsibilizazioa eta sustapenaren laguntza
  - ama-eskolatik lizeorainoko irakaskuntza elebidunaren jarraikitasunaz familien sentsibilizazioaren laguntza

- Norbanako helduen euskalduntzea:
  - Formakuntza profesionala ez diren norbanako helduen formakuntza jardueren laguntza

- Lehen haurtzaroa:
  - Haur gazteen harrera euskaraz egitearen laguntza (alor horretako zuzenbide arrunteko dirulaguntzak mobilizatu arte)

2. erronka: Haur eta gazteengan eragin zuzena duten erabilera eremuak garatzea

- Taldeko aisialdi harrera eremuan:
  - Euskarazko aisialdi harrera eskaintzaren laguntza, aisialdi harrerako zuzenbide arrunteko dirulaguntzekin osagarritasunean, eta alor horretako zuzenbide arrunteko dirulaguntza eta dispositiboen mobilizazio optimoaren alde lan eginez
  - Aisialdietako animatzaile elebidun izateko formakuntzaren laguntza
  - Euskarazko aisialdi jardueretako izaera iraunkorra duten material ludiko edo didaktikoak ekoizteko laguntza

- Kirol jardueren eremuan:
  - Euskararen garapen iraunkorraren laguntza, eragileak jendearekiko duen jardueran:
    - Langile eta laguntzaileek beren jarduera modu iraunkorrean euskaraz egiteko formakuntzaren laguntza
    - Izaera iraunkorra duten komunikazio euskarrietan elebitasuna integratzeko laguntza

- Appui à la production de matériel ludique ou pédagogique support de l'activité sportive en langue basque
  - Appui à l'organisation d'événements sportifs en langue basque en direction des élèves des trois filières de l'enseignement bilingue

- Dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle et des enseignements artistiques :
  - Appui à la structuration d'une offre en langue basque

- Euskarazko kirol jardueretako izaera iraunkorra duten material ludiko edo didaktikoak ekoizteko laguntza
  - Irakaskuntza elebiduneko hiru sareetako ikasleentzako euskarazko kirol ekitaldiak antolatzeko laguntza

- Hezkuntza artistiko eta kulturala eta irakaskuntza artistikoaren alorrean:
  - Euskarazko eskaintza egituratzeko laguntza

Enjeu 3 : développer un environnement donnant une réalité sociale à la langue basque en privilégiant les actions les plus structurantes

- Dans le domaine des médias :
  - Appui aux médias d'expression basque, en complémentarité avec les aides de droit commun
  - Appui aux initiatives de collaboration entre médias visant le développement, la consolidation et la structuration qualitative de l'offre médias en langue basque par le travail collaboratif et la mutualisation (en matière administrative, production, ressources techniques, ressources humaines, formation…) et sa mise en visibilité
  - Appui au développement de la langue basque dans la programmation des médias d'expression française, sous réserve d'une place significative dans les contenus

- Dans le domaine d'internet :
  - Appui au développement des contenus en basque sur internet, au regard de ceux déjà existants

- Dans le domaine des jeux vidéo :
  - Appui au développement des jeux vidéo en langue basque, en complémentarité avec l'offre déjà existante, et en mobilisant les dispositifs de droit commun de soutien existants

- Dans le domaine de l'économie du livre (cf. règlement d'intervention spécifique volet édition)

- Dans le domaine de la vie sociale :
  - Appui au développement pérenne de la langue basque dans l'activité de l'opérateur en direction du public :
    - Formation à la langue basque des salariés ou bénévoles volontaires pour exercer leur activité en langue basque de manière pérenne
    - Appui à l'intégration du bilinguisme dans les supports de communication à caractère permanent

3. erronka: Euskarari gizartean egiazko lekua emanen dion ingurunea garatzea, ekintza egituratzaileenak lehenetsiz

- Hedabideen eremuan:
  - Euskarazko hedabideen laguntza, zuzenbide arrunteko dirulaguntzekin osagarritasunean
  - Elkarlana eta mutualizazioaren bidez, euskaraz ari diren hedabideen eskaintza kualitatiboki garatzeko, sendotzeko eta egituratzeko helburua daukaten lankidetza ekimenak baita hauen ikusgarritasuna ahalbideratuko duen laguntza (administrazio alorrean, edukien ekoizpenean, baliabide teknikoetan, giza-baliabideetan, formakuntzan...)
  - Frantsesezko hedabideen programazioan euskararen presentzia garatzeko laguntza, edukietan euskarari leku esanguratsua uzteko baldintzarekin

- Ingurune digitalean:
  - Interneten euskarazko edukiak garatzeko laguntza, jadanik ez daudela egiaztatuz

- Bideo-jokoak:
  - Euskarazko bideo-jokoak garatzeko laguntza, dagoen eskaintzarekin osagarritasunean, eta dauden zuzenbide arrunteko laguntza dispositiboak mobilizatuz

• Liburuaren ekonomiaren alorrean (ikus argitalpen ataleko araudi berezia)

- Bizitza sozialaren eremuan:
  - Euskararen garapen iraunkorrari laguntza, eragileak jendearekiko duen jardueran:
    - Langile eta laguntzaileek beren jarduera modu iraunkorrean euskaraz egiteko formakuntzari laguntza
    - Izaera iraunkorra duten komunikazio euskarrietan elebitasunaren integratzeko laguntza

- Appui aux projets d'accompagnement des entreprises, commerces et services privés à la personne au développement du bilinguisme (signalétique, support de communication, relation au client) s'inscrivant dans les principes de la politique publique linguistique adoptés par les pouvoirs publics et inscrits dans le projet stratégique de l'OPLB

Enjeu 4 : Susciter, maintenir et accroître la motivation, afin de créer dans la société une dynamique d'apprentissage, d'usage et de transmission de la langue

- Appui aux projets impactant directement et durablement la motivation à apprendre et à utiliser la langue basque

1.3 Conditions d'éligibilité

Les projets devront obligatoirement respecter les principes de la politique publique linguistique adoptés par les pouvoirs publics et inscrits dans le Projet stratégique de l'OPLB (politique volontariste, respect de la libre adhésion des acteurs et du volontariat des locuteurs, inscription dans le cadre légal en vigueur, mise en cohérence des politiques : prise en compte de la politique linguistique dans les politiques sectorielles).

Les projets et les activités soutenus devront faire l'objet d'un **autofinancement minimum de 30%**.

L'OPLB appréciera les projets assurant de manière transversale :
- la mobilisation des financements de droit commun existants dans le domaine du projet ou de l'activité portée par l'opérateur
- le caractère structurant du projet par rapport aux publics et objectifs visés

Dans le domaine des **activités sportives**, seront priorisés les projets présentant le(s) caractère(s) suivant(s) :
- l'acquisition de compétences en matière linguistique dans le but de développer une activité en langue basque, en particulier auprès des enfants scolarisés en enseignement bilingue
- la pérennité du projet au regard de la perspective de développement de l'activité en langue basque

Dans le domaine de la **vie sociale**, seront priorisés les projets présentant au moins un des caractères suivants :
- caractère structurant des projets
- impact sur la présence et l'usage pérennes de la langue basque dans la vie sociale

- Enpresa, saltegi eta pertsonei zuzendu zerbitzu pribatuetan elebitasunaren garatzeko dauden ekimenei laguntza (seinaletika, komunikazio euskarriak, bezeroekin harremana), botere publikoek onartutako hizkuntza politika publikoko printzipioekin eta EEPren proiektu estrategikoan bat egiten dutenak

4. erronka: Motibapena piztea, azkartzea eta egonkortzea, euskararen ikastearen, baliatzearen eta transmititzearen aldeko dinamika iraunkor bat jendartean sortzeko gisan.

- Euskara ikasteko eta erabiltzeko motibazioan eragin zuzena eta iraunkorra duten proiektuei laguntza

1.3 Hautagarritasun-baldintzak

Proiektuek nahitaez errespetatu beharko dituzte EEPren Proiektu estrategikoan dauden botere publikoek onartutako hizkuntza politika publikoko printzipioak (politika boluntarista, eragileen eta hiztunen parte hartze askearen errespetua, indarrean dagoen lege-esparruan kokatua, politiken arteko koherentzia: hizkuntza politika, politika sektorialetan txertatzea).

Diruz lagundu proiektu eta jarduerek **gutxienez % 30eko autofinantzaketa** izan beharko dute.

EEPk zeharka honako hauek ziurtatzen dituzten proiektuak baloratuko ditu:
- zuzenbide arrunteko dirulaguntzen mobilizazioa proiektuaren edo eragileak daukan jardueraren eremuan
- proiektuaren izaera egituratzailea izatea, aurreikusi publiko eta helburuei begira

Kirol jardueren eremuan, lehentasuna izanen dute ondorengo izaera(k) dau(z)katen proiektuek:
- hizkuntza gaitasunak eskuratzea euskararen inguruko jarduera garatzeko, bereziki hezkuntza elebidunean eskolatuak diren haurrei zuzenduak direlarik
- proiektuaren iraunkortasuna euskarazko jardueraren garapen menturaren arabera

Bizitza sozialaren eremuan lehentasuna izanen dute gutienez ezaugarri hauetarik bat izanen duten proiektuek:
- proiektuen izaera egituratzailea
- bizitza sozialean euskararen presentzia eta erabileraren iraunkortasunean duen eragina

- public impacté (nombre de personnes touchées, publics stratégiques pour la politique linguistique)

En revanche, l'Appel à projets OPLB - Gouvernement de la CAE n'a pas vocation à financer :
- Les projets ayant vocation à être financés par des dispositifs de financement de droit commun existants par ailleurs. Toutefois, un appui financier s'inscrivant en complémentarité avec ces aides de droit commun pourra être envisagé s'il est justifié.
- Les projets portés par une personne physique.

L'OPLB se réserve la possibilité d'organiser des entretiens avec les porteurs de projets pour avoir des informations complémentaires.

1.4 Présentation des dossiers

Les porteurs de projet devront produire les documents listés ci-après. L'ensemble de ces documents sont à produire dans les deux langues (hormis la documentation administrative) :
- Le formulaire de demande CERFA 12156-05 dûment complété, en tenant compte des consignes suivantes :
  - dans le cas d'une demande concernant plusieurs projets, les porteurs de projet complèteront une fiche par projet (duplication de la page 5 du formulaire)
  - pour les projets présentés par les entreprises : remplacer le numéro RNA par le Kbis
- Le compte-rendu de la dernière Assemblée générale (pour les associations)
- Les comptes approuvés du dernier exercice clos
- Une copie des devis pour les projets concernant :
  - la production de matériel pédagogique et/ou de communication,
  - la formation à la langue basque des salariés ou des bénévoles

Pour les opérateurs faisant l'objet d'une première demande de financement, ou dans le cas de modifications intervenues depuis la dernière demande de financement pour les opérateurs ayant déjà fait l'objet de financement en 2021 :
- Les statuts de l'association
- Le récépissé de déclaration en sous-préfecture
- La liste des dirigeants de l'association
- Un extrait Kbis de moins de 3 mois (pour les entreprises)
- Un relevé d'identité bancaire (RIB)

Le dossier complet de candidature à l'Appel à projets, complété en **2 langues**, devra parvenir uniquement en **format numérique** à l'adresse mail suivante :
d.aire@mintzaira.fr

- Inpaktu publikoa (hunkitu pertsonen kopurua, hizkuntza politikarentzat estrategikoak diren publikoak)

Bestalde, EEP eta Eusko Jaurlaritzaren Proiektu Deialdiaren helburua ez da honakoen finantzatzea:
- Bestalde dauden zuzenbide arrunteko dispositiboen bidez finantza daitezken proiektuak. Hala ere, justifikatua delarik, laguntza arrunt horiek deialdi honen bidez esleitutako laguntzekin osagarriak balira kontuan hartuko lirateke.
- Pertsona fisiko batek bideratu proiektuak.

Informazio gehigarriak lortzeko, EEPk proiektu-eramaileekin elkarrizketak antolatzeko aukera atxikitzen du.

1.4 Txostenen aurkezpena

Proiektu eramaileek jarraian zerrendatutako dokumentuak ekoiztuko dituzte, bi hizkuntzetan (dokumentazio administratiboa izan ezik):
- CERFA 121156-05 eskaera formularioa osaturik, honako aginduak kontuan harturik:
  - proiektu anitzeko eskaera baten kasuan, proiektu eramaileek fitxa bat beteko dute proiektu bakoitzarentzat (formularioaren 5. orrialdea biderkatuz)
  - merkataritza entitateek aurkeztutako proiektuentzat: Kbis zenbakia sar RNA zenbakiaren ordez.
- Elkarteentzat, azken Biltzar Nagusiaren bilduma.
- Azkenik gakotu kontuen bilana eta emaitza kontu zehatza
- Aurrekontuen kopiak honako proiektuentzat:
  - komunikazio edota pedagogia euskarrien ekoizpena
  - profesionalen eta boluntarioen euskarazko formakuntza

Dirulaguntza **lehen aldiz** eskatzen duten eragileentzat, edo 2021ean jada finantzaketa bat jaso zuten eragileentzat azken dirulaguntza eskaeraren ondotik aldaketak izan badira, proiektu eramaileek honako dokumentuak gehituko dituzte txostenari:
- Elkartearen estatutuak,
- Suprefeturako deklarazio agiria,
- Zuzendaritza entitatearen osaera,
- 3 hilabete baino gutiagoko Kbis agiria (merkataritza entitateentzat)
- Banku Nortasun Agiria (BNA).

Eskabide txosten osatua, **2 hizkuntzetan** beterik, **formatu digitalean** baizik honako helbide elektronikora helarazi beharko da:
d.aire@mintzaira.fr

La date limite de réception est fixée au **29 avril 2022** correspondant à une période d'un mois à compter de la publication.

1.5 Gestion des dossiers incomplets

Il sera délivré au porteur de projet par l'OPLB un certificat accusant réception du dossier complet ou un courrier lui précisant les pièces ou éléments manquants.

A réception de ce courrier, l'opérateur aura 10 jours pour y répondre, faute de quoi sa candidature ne pourra être considérée éligible.

II. PROCEDURES D'INSTRUCTION

2.1 Gestion de l'Appel à projets

L'organisation et la gestion de cet Appel à projets relèveront de la responsabilité de l'Office Public de la Langue Basque. De par le partenariat établi avec la Communauté Autonome d'Euskadi, ses représentants seront associés aux différentes étapes du dispositif : instruction technique des dossiers, phase décisionnelle, communication.

2.2 Instruction et décision

L'ensemble des dossiers attestés complets feront l'objet d'une instruction technique concertée associant les services de l'Office Public de la Langue Basque et ceux du Gouvernement de la CAE, sous la responsabilité de la Directrice de l'OPLB et de la Directrice de la Recherche Linguistique et de la Coordination du Gouvernement de la CAE.

A l'issue, un projet de délibération argumenté sera présenté conjointement au Président de l'OPLB et au Vice-Ministre de la Politique Linguistique.

L'Assemblée générale de l'OPLB et le Vice-ministère de la Politique Linguistique l'examineront, délibèreront et prendront position sur chacune des demandes exprimées.

Les décisions seront notifiées par le Président de l'OPLB et le Vice-Ministre de la Politique Linguistique.

Txostenen jasotzeko azken epea **2022eko apirilaren 29rako** finkatua da, deialdiaren argitarapenetik hilabeteko epea utziz.

1.5 Osatugabeko eskabideen kudeaketa

Proiektu eramaileak EEPtik eskuratuko du txostena osatua dela frogatzen duen agiri bat edo txostena osatua izateko eskas diren elementuak zoin diren zehazten duen gutun bat.

Gutuna jaso ondoren, eragileak 10 eguneko epea izango du erantzuteko. Baldintza hori errespetatzen ez bada, eskabidea ez da onartua izanen.

II. TXOSTEN-AZTERKETA PROZEDURAK

2.1 Deialdiaren kudeaketa

Deialdiaren antolaketa eta kudeaketa EEPren esku izanen dira. Prozesu horretan Eusko Jaurlaritzarekin den lankidetzaren bidez, honen ordezkariak dispositiboaren fase guzietan parte hartuko dute: proiektuen azterketa teknikoan, erabakiak hartzeko fasean, komunikazioan.

2.2 Instrukzioa eta erabakia

Euskararen Erakunde Publikoaren eta Eusko Jaurlaritzaren zerbitzu teknikoek hautagaitzarako onartutako txosten guziak elkarrekin aztertuko dituzte, Euskararen Erakunde Publikoaren zuzendariaren eta Eusko Jaurlaritzako Hizkuntza Ikerketa eta Koordinaziorako zuzendariaren ardurapean.

Aztertu ondoren, erabaki proposamen argudiatu bat aurkeztuko zaie EEPko Lehendakariari eta Hizkuntza Politikarako sailburuordeari.

Euskararen Erakunde Publikoaren Biltzar Nagusiak eta Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak proposamen hori aztertuko eta eztabaidatuko dute, eta eskaera bakoitzari buruzko erabakia hartuko.

Erabakiaren berri, EEPko Lehendakariak eta Hizkuntza Politikarako sailburuordeak emanen dute.

2.3 Critères d'affectation des aides

Les projets devront répondre aux critères suivants :

- Qualité du projet (faisabilité technique et financière, cohérence des objectifs et modalités avec les principes et priorités du Projet stratégique, exemplarité du projet) : **6 points**
- Impact du projet sur le développement durable de la transmission et/ou de l'utilisation de la langue basque : **6 points**
- Evaluation prévue du projet au regard des objectifs et indicateurs de mesure proposés (indicateurs de réalisation, indicateurs de résultats, indicateurs d'impacts) : **5 points**
- Parcours du porteur de projet, reconnaissance de son action : **3 points**

Le seuil minimum des aides financières attribuées dans le cadre de cet Appel à projets est fixé à 10% du coût du projet avec un montant seuil de 1.000 €.

2.3 Dirulaguntzak esleitzeko irizpideak

Proiektuek irizpide hauek bete beharko dituzte:

- Proiektuaren kalitatea (egingarritasun teknikoa eta finantzarioa, helburu eta modalitateen koherentzia Proiektu estrategikoaren printzipio eta lehentasunekin, proiektuaren eredugarritasuna): **6 puntu**
- Proiektuaren eragina euskararen transmisioa edota erabileraren garapen iraunkorrean: **6 puntu**
- Aurreikusitako proiektuaren ebaluazioa proposatutako helburu eta neurketa-adierazleen arabera (gauzatze-adierazleak, emaitza-adierazleak, eragin-adierazleak): **5 puntu**
- Proiektu eramailearen ibilbidea, haren jardueraren ezagutza : **3 puntu**

Proiektu deialdi honen bidez esleituko diren dirulaguntzen muga apalena proiektuaren kostuaren %10 izanen da, 1.000 €-ko gutieneko diru kopuruarekin.

2.4 Règle relative au cumul avec d'autres aides

Les aides attribuées dans le cadre de cet Appel à projets ne sont pas cumulables avec d'autres aides accordées par le Ministère de la Culture et de la Politique Linguistique du Gouvernement de la CAE sur des objectifs similaires.

Elles sont en revanche cumulables avec d'autres aides publiques ou privées dans le respect du plan de financement initial (une aide publique ou privée non initialement prévue et mobilisée après la date de dépôt du dossier sera déduite au moment du versement du solde final, du montant de l'aide accordée dans le cadre du présent Appel à projets).

2.4 Beste laguntza batzuekiko bateragarritasuna

Proiektu deialdi honen bidez esleitutako dirulaguntzak Eusko Jaurlaritzaren Kultura eta Hizkuntza Politika Sailak gisa bereko helburuentzat emandako laguntzekin bateraezinak dira.

Aldiz, agindu honetako dirulaguntzak bateragarriak dira, beste edozein erakunde publiko zein pribatuk, hasierako finantzaketa plana errespetatuz (hastapenean, hots txostena aurkezterakoan, iragarria ez zen erakunde publiko zein pribatu batek isuri dirulaguntza, Proiektu Deialdi honetan aurkeztu finantzaketa planean iragarri saldo orokorretik kenduko da azken zatiaren isurpenaren unean).

2.5 Communication de la décision

L'acte officiel des décisions d'affectation sera rendu public par le Président de l'Office Public de la Langue Basque pour le compte des deux organismes et diffusé aux intéressés.

Des conventions précisant les modalités d'affectation des aides décidées pourront être signées avec les bénéficiaires. Dans tous les cas, une convention sera signée avec tout opérateur bénéficiant d'une aide financière supérieure à 23.000 €.

2.5 Ebazpena

Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariak sinatu ebazpen ofiziala zabalduko zaie eskatzaileei, banan-bana, eta publikoki hedatua, bi erakundeen izenean.

Zenbait onuradunekin hitzarmena izenpetu ahal izanen dute, Proiektu Deialdi honen bidez jasotako laguntzaren zehaztasunak zehaztuz.; Nola nahi ere, hitzarmena derrigorrez izenpetuko da 23.000 € baino gehiagoko dirulaguntza jasoko duen eragile bakoitzarekin.

III. MISE EN ŒUVRE DU PROJET

3.1 Obligations des bénéficiaires

Les bénéficiaires des aides affectées dans le cadre de cet Appel à projets ont pour obligation :

- d'accepter l'aide affectée. L'aide sera considérée acceptée, si 15 jours après avoir reçu confirmation de cette aide, l'opérateur ne fait pas connaître son refus de la décision.
- d'utiliser l'aide dans le respect des objectifs pour lesquels celle-ci est accordée.

3.2 Modalités de versement

Les versements de l'aide auront lieu en deux temps :

- 50% de l'aide à l'acceptation par l'opérateur de la décision, et, le cas échéant, à la signature de la convention,
- le solde après présentation des pièces justificatives, conformément aux dispositions du point 3.3.

Le versement d'un acompte supplémentaire pourra être effectué à l'opérateur qui en ferait la demande et qui serait en mesure de justifier de l'état d'avancement du projet.

3.3 Justificatifs à fournir

Dès la réalisation du projet ou des activités, l'opérateur devra présenter l'ensemble des pièces justificatives à l'OPLB, et ce **au plus tard pour le 28 février 2023** :

- Le Cerfa de compte-rendu financier de subvention n°15059*02 comprenant 3 feuillets :
  - un bilan qualitatif de l'action ou de l'activité
  - un tableau de données chiffrées
  - l'annexe explicative du tableau
- Les justificatifs de dépenses (factures…)

Selon le cas, l'OPLB précisera lors de la demande de production de justificatifs, les documents complémentaires à produire :

- rapport d'activité,
- bilan et compte de résultat,
- version analytique des comptes,
- autres justificatifs (version numérique des supports créés, photos…).

L'ensemble des pièces justificatives fera l'objet d'un examen par les services de l'OPLB au regard des critères suivants :

- conformité et cohérence par rapport au projet et au budget initialement présentés,
- prise en compte des éléments fixés au point 2.4.

III. PROIKETUAREN OBRATZEA

3.1 Onuradunaren betebeharrak

Agindu honetan arautzen diren dirulaguntzen onuradunek honako hauek bete behar dituzte:

- esleitutako dirulaguntza onartzea. Laguntza onartutzat joko da, baldin eta, laguntzaren jakinarazpena eskuratu eta 15 egunera, eragileak erabakiari uko egin diola jakinarazten ez badu.
- dirulaguntza agindutako helburu zehatzetarako erabiltzea.

3.2 Dirulaguntzaren ordainketa

Dirulaguntzaren ordainketa bi unetan eginen da:

- dirulaguntzaren % 50 dirulaguntza eskatzaileak esleitutako laguntza onartu bezain laster edo, hala badagokio, hitzarmena izenpetutakoan, eta,
- diru-laguntzaren saldoa justifikazio agiriak aurkeztu ondoren, 3.3 puntuaren ezarritakoaren arabera.

Gainerateko aurrekari baten isurpena aurreikus liteke, eragileak hala eskatzen balu eta proiektuaren aitzinamendu mailaz bermeak emanda.

3.3 Dirulaguntza justifikatzea

Proiektua edo jarduerak gauzatuak izanen direlarik, eragileak EEPri justifikazio agiriak aurkeztu beharko dizkio, **berantenik 2023ko otsailaren 28rako**:

- Dirulaguntza eskaeraren bildumarako CERFA 15059-02 formularioa, 3 orrialdez osatua:
  - jardueraren bilan kualitatiboa
  - datu zifratuen taula
  - taularen eranskin argigarria
- Xahutze egiaztagiriak (fakturak…)

Kasuen arabera, egiaztagiriak ekoizteko mementoan, EEPk honako dokumentu gehigarriak eskatzen ahalko dizkio eragileari:

- ekintzen txostena,
- bilana eta emaitza-kontua,
- kontuen bertsio analitikoa,
- beste egiaztagiriak (ekoiztutako euskarrien bertsio digitala, argazkiak,…).

Euskararen Erakunde Publikoaren zerbitzuek egiaztagiri guziak aztertuko dituzte honako irizpideen arabera:

- aurkeztutako proiektuaren eta honen aurrekontuari begirako egokitasuna eta koherentzia,
- 2.4 puntuan zehaztu irizpideak kontuan hartzea.

Les documents à fournir seront à produire en 2 langues, français et basque.

La production des pièces complémentaires ou manquantes sera si nécessaire notifiée par l'OPLB à l'opérateur qui disposera de 15 jours pour les produire.

Le montant du solde versé sera fixé compte tenu des justificatifs produits au regard du budget initialement présenté.

Si, après examen des justificatifs produits, le montant de l'aide définitive s'avère être inférieur à l'(aux) acompte(s) versé(s), l'opérateur procèdera au remboursement à l'OPLB, de tout ou partie d(u)es versement(s) antérieur(s), et ce dans un délai d'un mois maximum après réception du document adressé par l'Office Public de la Langue Basque.

3.4 Communication de l'aide apportée

Les opérateurs bénéficiaires d'une aide devront faire apparaître le soutien de l'Office Public de la Langue Basque et du Vice-ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement de la CAE sur tout support de promotion et de communication (affiches, dépliants divers, intervention dans la presse…) concernant les projets et activités aidés.

3.5 Non-respect des obligations

a) Seront considérés comme manquement aux clauses établies les cas suivants :

- L'utilisation totale ou partielle de l'aide allouée pour l'organisation d'activités autres que celles ayant fait l'objet de l'affectation
- Dans le cas d'une mise en œuvre partielle du projet, le non-remboursement de la subvention accordée dans le délai imparti
- De manière générale, le non-respect d'une disposition décrite dans le présent document

b) Tout cas de manquement tel que décrit ci-dessus entraînera le remboursement de l'aide versée auprès de l'OPLB.

IV. DISPOSITIONS FINALES

4.1 Première disposition

Toute réclamation relative au présent règlement peut être transmise auprès du Président de l'OPLB, à partir du jour suivant sa publication et dans un délai d'un mois.

Helarazi behar diren dokumentuak, 2 hizkuntzetan ekoiztu beharko dira, frantsesez eta euskaraz.

Beharrezkoa bada, falta diren piezak edota pieza osagarriak ekoiztea EEPk eragileari gutunez eskatuko dio, horretarako 15 eguneko epea utziz.

Dirulaguntzaren saldoaren isurpena, aurkeztutako justifikazio agirien arabera finkatuko da, oinarrizko aurrekontuarekin parekatua.

Aurkeztu egiaztagiriak aztertuta, behin-betiko dirulaguntza, aurretik eskuratu isurpena(k) baino ttipiagoa balitz, edota, dena delako arrazoirengatik eskuratu dirulaguntza osorik edo partez itzuli behar izanez gero, eragileak diru-kopurua Euskararen Erakunde Publikoari itzuliko dio, honek bidalitako likidazio-ebazpena eskuratu eta hilabeteko epean.

3.4 Emandako babesaren aipamena

Dirulaguntza eskuratzen duten eragileek Euskaren Erakunde Publikoak eta Hizkuntza Politikaren Sailburuordetzak eskainitako babesa adierazi beharko dute diruz lagunduriko proiektu edo jardueraren ondorioz egindako iragarki guzietan (afixak, eskuorriak, prentsa bidezko hedapenak …).

3.5 Betebeharrak ez errespetatzea

a) Arauak bete gabetzat joko dira honako kasu hauetan:

- Jasotako dirulaguntza osoa edo zati bat agindu honetan zehaztutakoez beste jardueretarako erabiltzea
- Proiektua edo jarduerak ez badira osoki gauzatzen, zehaztutako diru-kopurua ez itzultzea, horretarako emandako epean
- Beste xedapen batean, orokorrean, baitezpadakotzat jotzen diren gainerako egitekoak ez betetzea

b) Artikulu honetako goragoko idatzi-zatian aipatu ez betetzeren bat gertatuz gero, jasotako dirua eta horren legezko interesak itzuli beharko zaizkio EEPri.

IV. AZKEN XEDAPENAK

4.1 Lehen xedapena

Agindu honen aurka interesatuek erreklamazioa aurkeztu ahal izanen diote Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariari hilabeteko epean, plazaratu eta hurrengo egunetik hasirik.

4.2 Seconde disposition

Le présent règlement entre en vigueur à sa publication.

●●●

4.2 Bigarren xedapena

Agindu honek plazaratu eta hurrengo egunetik hasirik izanen du eragina.

●●●

EUSKO JAURLARITZA
GOBIERNO VASCO
KULTURA ETA HIZKUNTZA POLITIKA SAILA
DEPARTAMENTO DE CULTURA Y POLÍTICA LINGÜÍSTICA

Euskararen erakunde publikoa
Office public de la langue basque

Règlement 2022
« Volet Edition »

adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique 2022

•••

2022ko Hizkuntza jarduera proiektu deialdiaren araudiari uztartu

« Argitalpena atala »
2022ko araudia

Règlement 2022 « volet Edition »
adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique 2022

●●●

3 domaines d'intervention :
❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque.
❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque.
❸. Soutien à la mise en place d'animations pédagogiques en langue basque.

2022ko hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiaren araudiari uztartu
« Argitalpena atala » 2022ko araudia

●●●

3 sustapen-lerro:
❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu.
❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu.
❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu.

Cadre

En référence d'une part au Plan de revitalisation de la langue basque ratifié par le Parlement Basque le 10 décembre 1999, et d'autre part au Projet de Politique Linguistique adopté par l'OPLB le 26 décembre 2006, le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque ont établi en 2007 un cadre de collaboration permanente en matière de politique linguistique. En 2021, dans la continuité des partenariats précédents formalisés depuis 2007, les deux partenaires ont décidé de reconduire ce partenariat pour une nouvelle période allant de 2021 à 2025, en tenant compte des évolutions concernant les documents cadres de la politique linguistique, en particulier le Plan d'Action de soutien à la langue basque ratifié par le Parlement Basque le 11 septembre 2013 et le Projet stratégique de l'OPLB adopté par son Assemblée générale le 19 octobre 2018.

Cette nouvelle convention-cadre vient réaffirmer la volonté du Gouvernement Basque et de l'Office Public de la Langue Basque de collaborer en matière de politique linguistique, dans le respect de l'autonomie de décision et des règles de fonctionnement de chacun des organismes concernés. Elle fixe le cadre du partenariat entre l'Office Public de la Langue Basque et le Gouvernement Basque, et prévoit qu'une Annexe annuelle précisera chaque année les actions menées en partenariat, ainsi que les modalités d'accompagnement financier des opérateurs du Pays Basque de France, parmi lesquels **l'Appel à projets action linguistique**, dont les modalités sont fixées dans le règlement adopté par l'Assemblée générale du 31 mars 2022 de l'Office Public de la Langue Basque. Pour cela, le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque ont décidé de mettre en place un fonds spécifique de **128.500 €**.

Le présent **règlement du Volet Edition, adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique 2022**, a été établi en 2009 et réactualisé après évaluation réalisée en 2013 en organisant des temps de consultation des opérateurs ayant déposé des demandes d'aides financières d'une part, et des temps de travail avec le département livre d'Ecrit Cinéma Livre Audiovisuel (ECLA, anciennement ARPEL) d'autre part.

•••

Esparrua

Eusko Legebiltzarrak 1999. urteko abenduaren 10ean berretsitako Euskara Biziberritzeko Plan Nagusia kontuan hartuz, eta bestetik Euskararen Erakunde Publikoak 2006. urteko abenduaren 26an onartutako Hizkuntza Politika Proiektuak eskaintzen dituzten erreferentzia-markoak errespetatuz, Eusko Jaurlaritzak eta Euskararen Erakunde Publikoak euskararen hizkuntza politika tratatzen duten gaietan, mugaz gaindiko lankidetza iraunkor baten esparruak finkatu dituzte. 2007az geroztik adostu aitzineko hitzarmenen jarraipenean, bi izenpetzaileek erabaki dute 2021ean partaidetzaren berriz bideratzea 2021etik 2025erainoko epealdi berri batentzat, Hizkuntza politikari dagozkion esparru-dokumentuetako garapenak kontuan hartuz, bereziki, 2013ko irailaren 11an Eusko Legebiltzarrak berretsitako Euskara Sustatzeko Ekintza Plana eta EEPk 2018ko urriaren 19ko Biltzar Nagusian bozkatu Plan Estrategikoa.

Hitzarmen-marko berri honek, Eusko Jaurlaritza eta Euskararen Erakunde Publikoaren artean, euskararen hizkuntza politika tratatzen dituzten gaietan lankidetza garatzearen aldeko borondatea berresten du, herri-erakunde bakoitzaren erabaki-autonomia eta funtzionamendu-arauak errespetatuz. Hitzarmen-markoak bi erakundeen arteko elkarlanerako esparruak finkatzen ditu, eta honi loturiko urteko eranskinak urtero lankidetzan burutu jarduerak zehazten ditu baita Ipar Euskal Herriko eragileen diruz sustatzeko modalitateak, horien artean, **Hizkuntza jarduera proiektu deialdia,** zeinen modalitateak EEPren 2022ko martxoaren 31ko Biltzar Nagusiak onartu araudiak zehazten dituen. Horretarako, Eusko Jaurlaritzak eta Euskararen Erakunde Publikoak **128.500 €**ko fondo berezi baten jartzea erabaki dute.

Honako **Argitalpena ataleko araudia, 2022ko hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiaren araudiari uztartua** dena, 2009. urtean geroztik plantan jarri da, eta geroztik egokitua izan da, ebaluaketa 2013. urtean egin ondoan, batetik diru-laguntza eskaerak helarazi dituzten eragileak kontsultatuz, eta bestetik Ecrit Cinéma Livre Audiovisuel (ECLA, aitzinagotik ARPEL) erakundeko liburuaren departamenduarekin lan uneak burutuz.

•••

Article 1 : Objet

Le présent règlement du **volet Edition**, adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique, fixe les modalités spécifiques de soutien aux opérateurs en matière d'édition en langue basque visant à mettre à disposition du public une offre éditoriale complète et de qualité pour promouvoir l'usage social de la langue.

Article 2 : Domaines d'intervention

Le **volet édition** est structuré en **3 domaines d'intervention** :

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque.

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque.

❸. Soutien à la mise en place d'animations pédagogiques en langue basque.

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque
• Cette aide vise à soutenir les éditeurs dans leur activité d'édition d'ouvrage en langue basque dans un contexte économique du livre en langue basque rendu difficile par la situation sociolinguistique de la langue basque et par un marché restreint ne permettant pas toujours de rentabiliser les ouvrages produits.

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque
• Cette aide vise à soutenir les éditeurs dans la réalisation d'opérations de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque unilingue ou plurilingue.

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque
• Cette aide vise à soutenir la mise en place d'animations en langue basque dont l'objet est de promouvoir la lecture, l'écriture et/ou les métiers du livre en milieu scolaire, périscolaire et extrascolaire.

1. artikulua: Helburua

Hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiari uztarturik, **Argitalpena atala**ren araudiaren xedea, euskarazko argitalpenaren alorrean lanean diharduten eragileei zuzendu diru-laguntzen arautzea da, kalitatezko argitalpen eskaintza osatua publikoarentzat eskuragarri jarriz eta euskararen erabilpen soziala areagotuz.

2. artikulua: Sustapen-lerroak

Argitalpena atala, **3 sustapen-lerrotan** egituratzen da:

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu.

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu.

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu
• Sustapen-lerro honen xedea euskarazko argitaratze lanetan, argitaratzaileen sustatzea da, ekoiztu liburuen errentagarritasuna beti lortzen zaila egiten denaz ohartuta eta euskararen egoera soziolinguistikoak euskarazko liburugintzaren testuinguru ekonomikoan eragin nekeziaz jabetuta.

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu
• Sustapen-lerro honen xedea argitaratzaileen sustatzea da, euskarazko liburu elebakar edota eleanitzaren merkaturatzea edo hauen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak lagunduz.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu
• Sustapen-lerro honen xedea euskarazko animazio pedagogikoen antolaketaren sustatzea da, irakurketa, idazketa edota liburugintzari lotu ofizioen ezagutza bermatzen lagunduz, eskolaz barneko edo kanpoko jardueren karietara.

Article 3 : Bénéficiaires

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque, **et**
❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque

• Peuvent bénéficier de ces aides les **entités commerciales** ou les **associations** Loi 1901 :
- exerçant tout ou partie de leur activité dans le domaine de l'édition, et ayant un savoir-faire et une expertise dans ce domaine,
- inscrivant le(s) projet(s) présenté(s) dans le cadre d'une politique éditoriale définie (ligne éditoriale, stratégie de diffusion-commercialisation),
- publiant des ouvrages en langue basque à compte d'éditeur,
- travaillant dans le respect de la déontologie de la charte des éditeurs,
- dont le siège social se situe en Pays Basque de France, officiellement déclarées dans le respect de la règlementation en vigueur.

• Ne peuvent pas bénéficier de ces aides :
- les éditeurs publiant à compte d'auteur,
- les entités commerciales dont la majorité du capital est détenue par une collectivité publique,
- les porteurs de projets visant à éditer un ouvrage résultant d'une commande publique.

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque

• Peuvent bénéficier de ces aides **les prestataires** ayant leur siège social en Pays Basque de France officiellement déclarés dans le respect de la réglementation en vigueur.
• Ne peuvent pas bénéficier de ces aides :
- les porteurs de projets relatifs à l'organisation de projets d'établissements scolaires,
- les entités commerciales dont la majorité du capital est détenue par une collectivité publique.

Pour bénéficier d'une aide financière ou de son versement, l'opérateur ne devra faire l'objet d'aucune procédure en cours avec les autorités de la Communauté Autonome d'Euskadi ou avec l'Office Public de la Langue Basque, relative à la production de pièces administratives ou à des remboursements dus sur des projets antérieurs.

3. artikulua: Onuradunak

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu, **eta**
❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu

• Deialdi honetako diru-laguntzak eskuratu ditzakete **merkataritza entitateek** edo 1901. urteko legepeko **elkarteek**:
- non beren jarduna partez edo osoki liburuen argitaratzea den, horretarako gaitasunak dituztelarik,
- non aurkeztutako proiektuak(ek) argitalpen politika jakin bati erreferentzia egiten du(t)en (ildo editoriala, hedapen-merkaturatze estrategia),
- non beren eginbidea argitaratzailearen kontura euskarazko liburuen argitaratzea den,
- argitaratzaileen kartaren deontologiaren errespetuan diharduten heinean,
- non beren egoitza soziala Ipar Euskal Herrian daukaten, indarrean den legediaren errespetuan,

• Deialdi honetako diru-laguntzak ezin ditzakete eskuratu:
- autorearen kontura argitaratzen duten argitaratzaileak,
- merkataritza-entitateak, baldin eta beren kapitalean herri-administrazio batek edo gehiagok badute partaidetza gehiena,
- eskari publiko baten oinarriz bideratu proiektuen eramaileak.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu

• Deialdi honetan aurkeztu daitezke beraien egoitza soziala Ipar Euskal Herrian daukaten eta indarrean dauden legedien arabera eraturiko **zerbitzu emaleak**.
• Deialdi honetako diru-laguntzak ezin ditzakete eskuratu:
- ikastetxeen jardueren antolaketari lotu proiektuen eramaileak,
- merkataritza-entitateak, baldin eta beren kapitalean herri-administrazio batek edo gehiagok badute partaidetza gehiena.

Diru-laguntzak esleitzeko edo, hala badagokio, ordaintzeko, ezinbesteko baldintza izango da onuradunak Euskararen Erakunde Publikoa edo Euskal Autonomia Erkidegoko Administrazio Orokorrak eta bere erakunde autonomiadunek emandako izaera bereko diru-laguntza edo laguntzak direla-eta, zehatzeko edo zenbatekoren bat itzultzeko hasitako inolako prozesutan ez egotea.

Article 4 : Domaine éligible

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque

• **Tout ouvrage en langue basque** (unilingue ou plurilingue) qui n'est pas un ouvrage pédagogique.

• Tout ouvrage répondant à la définition fiscale du livre (Direction Générale des impôts dans son instruction du 30 décembre 1971, 3C-14-71) :

« Un livre est un ensemble imprimé, illustré ou non, publié sous un titre, ayant pour objet la reproduction d'une œuvre de l'esprit d'un ou plusieurs auteurs en vue de l'enseignement, de la diffusion de la pensée et de la culture.

Cet ensemble peut être présenté sous la forme d'éléments imprimés, assemblés ou réunis par tout procédé, sous réserve que ces éléments aient le même objet et que leur réunion soit nécessaire à l'unité de l'œuvre. Ils ne peuvent faire l'objet d'une vente séparée que s'ils sont destinés à former un ensemble ou s'ils en constituent la mise à jour.

Cet ensemble conserve la nature de livre lorsque la surface cumulée des espaces consacrés à la publicité et des blancs intégrés au texte en vue de l'utilisation par le lecteur est au plus égale au tiers de la surface totale de l'ensemble, abstraction faite de la reliure ou de tout autre procédé équivalent ».

Ouvrages **répondant** à la définition fiscale du livre :
- Ouvrages traitant de lettres, de science ou d'art,
- Dictionnaires et encyclopédies,
- Livres d'enseignement,
- Almanachs renfermant principalement des articles littéraires, scientifiques ou artistiques, et plus généralement lorsque les éléments d'intérêt général ou éducatif sont prédominants,
- Livres d'images, avec ou sans texte,
- Guides culturels et touristiques,
- Répertoires juridiques, bibliographiques et culturels,
- Catalogues d'expositions artistiques ne concernant pas de simples répertoires d'œuvres, c'est-à-dire dans la mesure où une partie rédactionnelle suffisante permet de conférer à l'ensemble le caractère d'une œuvre intellectuelle,
- Méthodes de musique, livrets ou partitions d'œuvres musicales pour piano ou chant, ouvrages d'enseignement musical et solfèges.

Ouvrages **ne répondant pas** à la définition fiscale du livre :
- Almanachs autres que ceux visés ci-dessus,
- Annuaires,
- Guides contenant des listes d'hôtels ou de restaurants, guides de villes et guides à caractère essentiellement publicitaires,
- Catalogues,
- Catalogues et albums philatéliques,
- Indicateurs de chemins de fer, bateaux, tramways et publications similaires,
- Albums à colorier, alphabets et découpages,

4. artikulua: Diruz lagundu daitezkeen jarduerak

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu

• **Euskarazko edozein liburu** (elebakarra edo eleanitza), ekoizpen pedagogiko bat ez dena.

• Liburuaren definizio fiskalari erantzuten dion euskarazko edozein liburu (Zergen Zuzendaritza Nagusiak eman 1971ko abenduaren 30eko 3C-14-71 aginduan):

« Liburu bat, inprimatutako multzo bat da, irudiekin edo gabekoa, titulu baten pean argitaratutakoa, non honen gaia autore baten edo batzuen gogoaren obraren transkribatzea den, pentsamenduaren eta kulturaren irakasteko edota hedatzeko helburuarekin.

Multzo hori, inprimatutako elementuen bilketa bezala aurkezten da, edozein moldez loturik edo bildurik, elementu horiek ber gaiarekin zerikusia dutela eta horien bilketa obraren batasunarentzat beharrezkoa denerako baldintzekin. Inprimatutako elementu horiek, ez litezke aparteko salmenta batekoak izan, baldin eta multzo baten osatzeko helburua duten edota hauen gaurkotze bat den kasutan ezik.

Multzo horrek liburu izaera atxikitzen du, publizitatearentzat gorde espazioen eta testuaren zuriuneen azaleraren gehikuntzak, osotasunaren azaleraren herenera iristerik ez baldin badu, eta hau liburu-josturak eta antzeko elementuak kontutan hartu gabe ».

Liburuaren definizio fiskalari **erantzuten dioten** liburuak:
- Letretaz, zientzietaz edo arteaz ari diren lanak,
- Hiztegiak eta entziklopediak,
- Irakaskuntza liburuak,
- Literatura, zientzia edo artea gaitzat duten artikuluek gehien bat osatutako almanakak, edo oro har interes orokorreko edo hezkuntza elementuak nagusitzen direlarik,
- Irudi liburuak, testudunak edo gabekoak,
- Kultur gidak edo gida turistikoak,
- Repertorium juridikoak, bibliografikoak edo kulturalak,
- Arte erakusketa katalogoak, baldin eta ez badira obren repertorium soilak, eta idatzitako testu aski bada, multzoari, obra intelektual izaera emateko gisan,
- Musika metodoak, piano edo kanturako obra baten partiturak edo liburuxkak, musika irakaskuntza edo solfeorako liburuxkak.

Liburuaren definizio fiskalari **erantzuten ez dioten** liburuak:
- Goian aipatuak ez diren almanakak,
- Urtekariak,
- Ostatu eta hotelak zerrendatzen dituzten gidak, hirietako gidak eta publizitate kutxua hartzen duten gisa bereko gidak,
- Katalogoak,
- Filatelia albumak eta katalogoak,
- Tren, itsasontzi eta tranbia ibilbideen adierazteko edo gisa bereko argitalpenak,
- Pintatzeko liburuak, ebakigarriak, alfabetoak,

- Albums d'images pour enfants conçus pour être découpés ou en vue de la constitution d'une collection,
- Répertoires qui ne comportent que de simples énumérations et les répertoires alphabétiques de personnalités,
- Brochures destinées à commenter le fonctionnement d'un appareil avec lequel elles sont livrées,
- Emboîtages destinées à la présentation des livres lorsqu'ils sont vendus séparément,
- Simples partitions qui diffusent le texte et la musique d'une chanson, cahiers de musique pour devoirs, et papiers musique.

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque

- La conception d'outils de promotion :
  - Catalogue, PLV, affiche, marque page et autres supports.
- Les événements promotionnels pour la parution d'un ouvrage.
- Le regroupement d'éditeurs en vue d'assurer la promotion de leurs titres.

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque

- Tout projet d'animation en relation avec les métiers du livre, de la lecture et/ou de l'écriture en langue basque destiné à un jeune public et se déroulant durant le temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire.

Article 5 : Modalités de financement

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque (à concurrence de **4 ouvrages** par an et par porteur de projet)

• **Edition jeunesse**	**Plafond des aides financières**	
	Ouvrage unilingue	**Ouvrage plurilingue**
Roman, Album, Théâtre, Poésie	Jusqu'à 50% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 6.000 € d'aide	Jusqu'à 30% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 6.000 € d'aide

• **Littérature adulte**	**Plafond des aides financières**	
	Ouvrage unilingue	**Ouvrage plurilingue**
Roman, Théâtre, Poésie	Jusqu'à 50% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 4.000 € d'aide	Jusqu'à 30% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 4.000 € d'aide

- Haurrendako irudi albumak, ebakigarriak direnak kolekzio baten osatzeko helburuz,
- Izendatze soilek osatutako errepertoriumak, jende ospetsuez osatu errepertorium alfabetikoak,
- Tresna batekin doazen liburuxkak, non hauen helburua funtzionamenduaren azaltzea duten,
- Bereizirik saltzen diren liburuen aurkezpenerako balio duten kutxa modukoak,
- Kantu baten musika eta testuen berri ematen duten partitura soilak, etxeko lanendako musika kaierak, musika papera.

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu

- Promoziorako lan tresnen sorrera:
  - Katalogoa, PLV, afixa, orri markagailua, eta beste euskarri oro.
- Liburu baten argitaratzearen karietara apailatu promozio gertakariak.
- Beren tituluen promozioa bideratu nahi dituzten argitaratzaileen elkarraditzeak.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu

- Irakurketa, idazketa edota liburugintzari lotu ofizioen ezagutza, publiko gaztearengan bermatzeko xede duen antolatutako eskolaz barneko edo kanpoko jardueren karietarako animazio pedagogiko oro.

5. artikulua: Diruztapen era

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu (urtean **4 libururentzat** gehienik proiektu eramale bakoitzeko)

• **Haur eta gazte argitalpena**	**Diru-laguntzen gehienezkoa**	
	Liburu elebakarra	**Liburu eleanitza**
Eleberria, Albuma, Antzezlana, Poesia	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %50eraino, 6.000 € gehienez	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %30eraino, 6.000 € gehienez

• **Helduen literatura**	**Diru-laguntzen gehienezkoa**	
	Liburu elebakarra	**Liburu eleanitza**
Eleberria, Antzezlana, Poesia	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %50eraino, 4.000 € gehienez	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %30eraino, 4.000 € gehienez

• **Livres pratiques et ouvrages de vulgarisation** • **Essais et livres techniques** • **Bande dessinée, Combiné CD+livre**	**Plafond des aides financières**	
	Ouvrage unilingue	**Ouvrage plurilingue**
Arts, Patrimoine, Histoire, Littérature, Sciences sociales, Sciences techniques, Médecine, Gestion, Sciences de la terre, Guide, Cuisine	Jusqu'à 50% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 8.000 € d'aide	Jusqu'à 30% du coût Hors Taxes du projet, plafonné à 8.000 € d'aide

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque

• Les projets ou activités pourront être soutenus jusqu'à 60% des dépenses éligibles plafonnées à 5.000 €.

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque

• Les projets ou activités soutenus devront faire l'objet d'un autofinancement minimum de 30%.

Le cumul des aides attribuées à un même opérateur dans le cadre du volet édition de l'Appel à projets action linguistique d'une même année ne pourra égaler ou excéder **23.000 €** de subvention. Le seuil minimum des aides financières attribuées dans le cadre de cet appel à projets est fixé à 10% du coût du projet avec un montant seuil de 1.000 € par porteur de projet.

Article 6 : Procédure retenue

Les aides financières seront affectées via l'Appel à projets action linguistique coorganisé par l'Office Public de la Langue Basque et le Vice-Ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque.

Les dossiers de candidature seront traités dans le respect des critères décrits à l'article 11.

• **Liburu praktikoak eta dibulgaziozkoak** • **Saiakerak/liburu teknikoak** • **Komikia, CD+liburu konbinatuak**	**Diru-laguntzen gehienezkoa**	
	Liburu elebakarra	**Liburu eleanitza**
Arteak, Ondarea, Historia, Literatura, Zientzia Sozialak, Zientzia teknikoak, Medikuntza, Kudeaketa, Natur Zientziak, Gidak, Sukaldaritza	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %50eraino, 8.000 € gehienez	Proiektuaren Zergaz Kanpoko kostuaren %30eraino, 8.000 € gehienez

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu

• Egitasmoek diru-laguntza jasotzen ahalko dute, kontuan hartu daitezkeen xahutzeen %60a edo 5.000 € bitarte.

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu

• Egitasmoek diru-laguntza jaso ahal izateko, gutxienezko %30eko autofinantziazioa bete beharko dute.

Eragile bakarrak urte berean jaso dezakeen hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiaren argitalpena atalaren karietarako diru-laguntza ezberdinen zenbatekoa, **23.000 €** baino gutiagokoa izan daiteke. Proiektu bakoitzarentzat, EEP-ren parte hartzea %10ekoa izan behar du guttienez. Eragile berdin batentzat, laguntza muga minimala ezin da 1000 € baino gutiagokoa izan.

6. artikulua: Emateko prozedura

Eusko Jaurlaritzaren Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak eta Euskararen Erakunde Publikoak elkarlanean erabakitako diru-laguntzak lehiaketa bidez emango dira.

Hori horrela, aurkeztutako eskabideak alderatuko dira, 11. artikuluan ezarritako irizpideak kontuan harturik.

Article 7 : Présentation des dossiers

Les porteurs de projet devront produire les documents suivants, dans les 2 langues (hormis la documentation administrative) :

Pour tous les porteurs de projet :

- Le formulaire de demande CERFA 12156-05 dûment complété, en tenant compte des consignes suivantes :
  - Pour tout projet : dans le cas d'une demande concernant plusieurs projets, les porteurs de projet complèteront une fiche par projet (duplication de la page 5 du formulaire)
  - Pour les projets du domaine d'intervention 1 : ne pas compléter la page 7 du formulaire
  - Pour les projets présentés par des entreprises : remplacer le numéro de RNA par le Kbis
- Le bilan et le compte de résultat du dernier exercice clos

Pour les demandes concernant le domaine d'intervention 1 :

- La fiche F dûment complétée
- Un échantillon significatif du manuscrit
- Une copie des devis de fabrication d'ouvrage(s)

Dans le cas d'une **première demande de financement**, ou dans le cas de modifications intervenues depuis la dernière demande de financement pour les opérateurs ayant déjà fait l'objet de financement en 2021, les porteurs de projet devront joindre les pièces suivantes :

- Pour les entreprises : extrait de Kbis de moins de 3 mois, relevé d'identité bancaire (RIB)
- Pour les associations : statuts, récépissé de déclaration en sous-préfecture, liste des personnes chargées de l'administration de l'association, relevé d'identité bancaire (RIB)

Le dossier complet de candidature à l'Appel à projets, complété en 2 langues, devra parvenir uniquement en **format numérique** à l'adresse mail suivante : **d.aire@mintzaira.fr**

La date limite de réception est fixée au **29 avril 2022** correspondant à une période d'un mois à compter de la publication.

7. artikulua: Eskabideen aurkezpena

Proiektu eramaileek ondoko dokumentuak ekoiztuko dituzte, bi hizkuntzetan (dokumentazio administratiboa ezik):

Proiektu eramaile guzientzat:

- CERFA 121156-05 eskaera formularioa osaturik, ondoko aginduak kondutan harturik :
  - Proiektu guzientzat: proiektu anitzeko eskaera baten kasuan, proiektu eramaileek fitxa bat beteko dute proiektu bakoitzarentzat (formularioaren 5.orrialdea bikoiztuz)
  - Lehen sustapen-lerroko proiektuentzat: formularioaren 7. orrialdea hutsik utzi beharko da
  - Merkataritza entitateek aurkeztutako proiektuentzat: Kbis zenbakia sartu RNA zenbakiaren ordez
- Azkenik gakotu kontuen bilana eta emaitza kontu zehatza

Lehen sustapen-lerroko proiektu eskaerentzat:

- F fitxa osaturik
- Eskuizkribuaren zati adierazgarri bat
- Liburu(ar)en ekoizpenari lotu aurrekontuen kopiak

Diru-laguntza bat **lehen aldiz** eskatzen duten eragileentzat, edo 2021ean jada finantzatu ziren eragileentzat azken dirulaguntza eskaeraren ondotik aldaketak izan badira, proiektu eramaileek honako dokumentuak gehituko dituzte txostenari :

- Merkataritza entitateentzat : 3 hilabete baino guttiagoko Kbis agiria, Banku Nortasun Agiria (BNA)
- Elkarteentzat : estatutuak, Suprefeturako egiaztapen agiria, Zuzendaritza entitatearen osaketa, Banku Nortasun Agiria (BNA)

Proiektu deialdiko eskabide txosten osatua, 2 hizkuntzetan beterik, **formatu digitalean** baizik honako helbide elektronikora helarazi beharko da: **d.aire@mintzaira.fr**

Eskabide txostenak berantenaz **2022ko apirilaren 29an** jasoko dira, deialdiaren argitarapenetik hilabeteko epean.

Article 8 : Gestion des dossiers incomplets

Il sera délivré au porteur de projet par l'OPLB un certificat accusant réception du dossier complet ou un courrier lui précisant les pièces ou éléments manquants. A réception de ce courrier, l'opérateur aura 10 jours pour y répondre, faute de quoi sa candidature ne pourra être considérée éligible.

Article 9 : Gestion de l'Appel à projets

L'organisation et la gestion de cet Appel à projets relèveront de la responsabilité de l'OPLB. De par le partenariat établi avec la Communauté Autonome d'Euskadi, ses représentants seront associés aux différentes étapes du dispositif : instruction technique des dossiers, phase décisionnelle et communication.

Article 10 : Procédures d'instruction et de décision

L'ensemble des dossiers attestés complets feront l'objet d'une instruction technique concertée associant les services de l'OPLB et ceux du Gouvernement Basque, sous la responsabilité de la Directrice de l'OPLB et de la Directrice de la Recherche Linguistique et de la Coordination.

S'agissant des projets d'édition d'ouvrages présentés, en complément de l'instruction technique, l'Académie de la langue basque Euskaltzaindia sera chargée d'émettre pour avis une appréciation de la qualité de la langue.

A l'issue, un projet de délibération argumenté sera présenté conjointement au Président de l'Office Public de la Langue Basque et au Vice-Ministre de la Politique Linguistique.

L'Assemblée générale de l'Office Public de la Langue Basque et le Vice-Ministère de la Politique Linguistique l'examineront, délibèreront et prendront position sur chacune des demandes exprimées.

Les décisions seront notifiées par le Président de l'Office Public de la Langue Basque et le Vice-Ministre de la Politique Linguistique.

8. artikulua: Osatugabeko eskabideen kudeaketa

Eskatzaileak txostena osatua dela segurtatzen duen agiri bat eskuratuko du edo txostena osatua izateko eskas diren elementuak zehazten dituen gutun bat jasoko du EEPrengandik. Gutun hori jaso eta, eragileak 10 egun izango ditu erantzuteko, bestela, bere hautagaitza ez da onargarritzat joko.

9. artikulua: Deialdiaren kudeaketa

Proiektu deialdi honen antolaketa eta kudeaketa Euskararen Erakunde Publikoari dagokio. Eusko Jaurlaritzarekin dagoen lankidetzaren bidez, honen ordezkariak dispositiboaren etapa ezberdinei lotuko dira: txostenen instrukzio teknikoa, erabakiak hartzeko fasea eta komunikazioa.

10. artikulua: Balorazio batzordea

Euskararen Erakunde Publikoa eta Eusko Jaurlaritzaren zerbitzu teknikoek hautagaitzarako onartutako txosten guztiak elkarrekin aztertuko dituzte, EEPren zuzendariaren eta Hizkuntza Ikerketa eta Koordinaziorako zuzendariaren ardurapean.

Aurkeztutako argitaratze proiektuei dagokienez, eta zerbitzuek eramandako azterketa teknikoaren osagarri bezala, hizkuntzari buruzko iritzi kualitatiboa emanen du Euskaltzaindiak, abisu gisa.

Aztertu ondoren, erabaki proposamen argudiatu bat aurkeztua izango zaie Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariari eta Hizkuntza Politikarako sailburuordeari.

Euskararen Erakunde Publikoaren Biltzar nagusiak eta Hizkuntza Politikarako sailburuordetzak proposamen hori aztertuko eta eztabaidatuko dute, eta eskaera bakoitzari buruzko erabaki bat hartuko.

Erabakiaren berri, Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariak eta Hizkuntza Politikarako sailburuordeak emango dute.

Article 11 : Critères d'affectation des aides

❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque
• Niveau de langue minimum requis pour la parution de l'ouvrage • La rigueur de conduite de projet • Le réalisme financier du projet

❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque
• Le bien-fondé de la démarche de l'éditeur par rapport à son projet éditorial • Le caractère professionnel du projet • La qualité des partenariats noués avec les acteurs de la chaîne du livre • L'adéquation entre le contenu du projet et le plan de financement présenté

❸. Soutien à la mise en place d'animations en langue basque
• La pertinence du projet au regard des objectifs recherchés. • L'originalité du projet et son aspect professionnel • La qualité des partenariats noués • L'adéquation entre le contenu du projet et le plan de financement présenté

11. artikulua: Diru-laguntzak esleitzeko irizpideak

❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu
• Liburuaren argitaratzeko behar den gutxieneko hizkuntza maila • Proiektuaren bideratzeko zorroztasuna • Proiektuaren errealismo ekonomikoa

❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu
• Argitaratzailearen izapidea, bere argitalpen proiektuari begira • Proiektuaren izaera profesionala • Liburuaren kateko eragileekin loturiko partaidetzaren kalitatea • Proiektuaren edukiaren eta aurkeztu finantzaketa-planaren arteko egokitasuna

❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu
• Proiektuaren egokitasuna bete nahi diren helburuei begira • Proiektuaren originaltasuna eta itxura profesionala • Lotu partaidetzen kalitatea • Proiektuaren edukiaren eta aurkeztu finantzaketa-planaren arteko egokitasuna

Article 12 : Règle relative au cumul avec d'autres aides

Les aides attribuées dans le cadre de cet Appel à projets ne sont pas cumulables avec d'autres aides accordées par le Gouvernement Basque sur des objectifs similaires.

Elles sont en revanche cumulables avec d'autres aides publiques ou privées dans le respect du plan de financement initial (une aide publique ou privée non initialement prévue et mobilisée après la date de dépôt du dossier sera déduite au moment du versement du solde final, du montant de l'aide accordée dans le cadre du présent Appel à projets).

12. artikulua: Beste dirulaguntzekiko bateragarritasuna

Agindu honetako diru-laguntzak bateragarriak dira, beste edozein erakunde publiko zein pribatuk, helburu berberaz emandakoekin, baldin eta jatorrizko finantzaketa egitaraua errespetatzen bada (hastapenean, hots txostena aurkezterakoan, iragarria ez zen erakunde publiko zein pribatu batek banatu diru-laguntza, Proiektu Deialdi honen baitan aurkeztu finantzaketa planean iragarri saldo orokorretik kendua izanen da).

Aldiz, agindu honetako diru-laguntzak Eusko Jaurlaritzak helburu berberaz emandakoekin bateraezinak dira.

Article 13 : Communication de la décision

L'acte officiel des décisions d'affectation sera rendu public par le Président de l'Office Public de la Langue Basque pour le compte des deux organismes et diffusé aux intéressés.

13. artikulua: Ebazpena

Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariak sinatutako ebazpen ofiziala zabaldua izango zaie eskatzaileei, banan-banan, eta publikoki hedatua, bi erakundeen izenean.

D'autre part, des conventions précisant les modalités d'affectation des aides décidées pourront être signées avec les bénéficiaires.

Article 14 : Obligations des bénéficiaires

Les bénéficiaires des aides affectées dans le cadre de cet Appel à projets ont pour obligation :
a) d'accepter l'aide affectée. L'aide sera considérée acceptée, si 15 jours après avoir reçu confirmation de cette aide, l'opérateur ne fait pas connaître son refus de la décision,
b) d'utiliser l'aide dans le respect des objectifs pour lesquels celle-ci est accordée.

Article 15 : Modalités de versement

Les versements de l'aide auront lieu en deux temps :
• 50% de l'aide à l'acceptation par l'opérateur de la décision, et, le cas échéant, à la signature de la convention, et,
• le solde après présentation des pièces justificatives, conformément aux dispositions de l'article 16.

Le versement d'un acompte supplémentaire pourra être versé à l'opérateur qui en ferait la demande et qui serait en mesure de justifier de l'état d'avancement du projet.

Article 16 : Justificatifs à fournir

Dès la réalisation du projet ou des activités, l'opérateur devra présenter l'ensemble des pièces justificatives à l'Office Public de la Langue Basque, et ce **au plus tard pour le 28 février 2023** :

• Pour le domaine d'intervention ❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque :
- Formulaire de compte-rendu de subvention CERFA 15059-02,
- Fiche FB complétée par ouvrage soutenu,
- Justificatifs de dépenses (factures, contrats…),
- 1 exemplaire de(s) (l')ouvrage(s) soutenu(s),
- Bilan et compte de résultat détaillés (mettant en évidence la part de chiffre d'affaires réalisée par la vente de livres) ainsi que les annexes comptables du dernier exercice clôturé.

Bestalde, horretaz gain, zenbait onuradunekin hitzarmena izenpetu ahal izango dute, Proiektu Deialdi honen bidez jasotako laguntzaren zehaztasunak jasoz.

14. artikulua: Onuradunaren betebeharrak

Agindu honetan arautzen diren diru-laguntzen onuradunek ondoko hauek bete behar dituzte :
a) Esleitutako diru-laguntza onartzea. Ildo horretan, onuradunek diru-laguntza egokitu zaiela adierazten duen jakinarazpena jaso eta 15 eguneko epean berariaz uko egiten ez badiote onartu egin dutela ulertuko da.
b) Diru-laguntza agindutako helburu zehatzetarako erabiltzea.

15. artikulua: Diru-laguntzaren ordainketa

Diru-laguntzaren ordainketa bi unetan egingo da :
• Diru-laguntzaren %50a diru-laguntza eskatzaileak esleitutako laguntza onartu bezain laster edo, hala badagokio, hitzarmena izenpetutakoan, eta,
• Diru-laguntzaren saldoa justifikazioa egin ondoren, 16. artikuluan ezarritakoaren arabera.

Gainerateko aurrekari baten isurpena aurreikusi liteke, eragileak hala eskatzen balu eta proiektuaren aitzinamendu mailaz bermeak emanda.

16. artikulua: Diru-laguntza justifikatzea

Lagundutako proiektua edo jarduerak gauzatuak izango direlarik, eragileak nahitaezko froga-agiriak aurkeztu beharko dizkio Euskararen Erakunde Publikoari, **berantenik 2023ko otsailaren 28rako**:

• ❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea izeneko sustapen-lerroari dagokionez :
- Diru-laguntza eskaeraren bildumarako CERFA 15059-02 inprimakia,
- FB fitxa osaturik, diruz lagundu liburu bakoitzarentzat,
- Xahutze egiaztagiriak (fakturak, kontratuak…),
- Lagunduriko liburu(ar)en ale bat,
- Azkenik gakotu kontuen bilana eta emaitza kontu zehatza (liburu salmentek negozio zifrean duten proportzioa agerian ezarriz), eranskinekin.

• Pour les domaines d'intervention ❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque et ❸. Soutien à la mise en place d'animations pédagogiques en langue basque :

- Formulaire de compte-rendu de subvention CERFA 15059-02,
- Bilan d'opération,
- Bilan financier du projet,
- Justificatifs de dépenses,
- Bilan et compte de résultat ainsi que les annexes comptables du dernier exercice clos.

L'ensemble des pièces justificatives fera l'objet d'un examen par les services de l'Office Public de la Langue Basque au regard des critères suivants :
• Conformité et cohérence par rapport au projet et au budget initialement présentés,
• Prise en compte des éléments fixés à l'article 12.

Les documents à rédiger seront à produire en 2 langues.

La production des pièces complémentaires sera si nécessaire notifiée par l'Office Public de la Langue Basque à l'opérateur qui disposera de 15 jours pour les produire.

Le montant du solde versé sera fixé compte tenu des justificatifs produits au regard du budget initialement présenté.

Si, après examen des justificatifs produits, le montant de l'aide définitive s'avère être inférieur à l'(aux) acompte(s) versé(s), l'opérateur procèdera au remboursement à l'Office Public de la Langue Basque, de tout ou partie d(u)es versement(s) antérieur(s), et ce dans un délai d'un mois maximum après réception du document adressé par l'Office Public de la Langue Basque.

Article 17 : Communication de l'aide apportée

Les opérateurs bénéficiaires d'une aide devront faire mention du soutien de l'Office Public de la Langue Basque et du Vice-Ministère de la Politique Linguistique du Gouvernement Basque concernant les projets et activités aidés. Les modalités seront précisées par l'Office Public de la Langue Basque.

• ❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu, eta ❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu sustapen-lerroei dagokienez :

- Diru-laguntza eskaeraren bildumarako CERFA 15059-02 inprimakia,
- Jardueren bilana,
- Proiektuaren finantza bilduma,
- Xahutze egiaztagiriak,
- Azkenik gakotu kontuen bilana eta emaitza kontua, eranskinekin.

Euskararen Erakunde Publikoaren zerbitzuek egiaztagiri guztiak aztertuko dituzte ondoko irizpideen arabera:
• Aurkeztutako proiektuaren eta honen aurrekontuaren begirako egokitasuna eta koherentzia,
• 12. artikuluan zehaztutako irizpideen kontutan hartzea.

Idaztekoak izanen diren dokumentuak, 2 hizkuntzatan ekoiztu beharko dira.

Halabeharrean, agiri osagarrien aurkeztea Euskararen Erakunde Publikoak eragileari gutunez eskatuko dio, 15 eguneko epea horretarako utziz.

Diru-laguntzaren saldoaren isurpena aurkeztutako egiaztagirien arabera finkatua izanen da, oinarrizko aurrekontuarekin parekatuta.

Aurkeztutako egiaztagiriak aztertuta, behin-betiko diru-laguntza, aurretik eskuratu isurpena(k) baino ttipiagoa baldin bada, edota, dena delako arrazoiengatik eskuratu diru-laguntza osorik edo partez itzuli behar izanez gero, eragileak diru-kopurua Euskararen Erakunde Publikoari itzuliko dio, honek bidalitako likidazio-ebazpena eskuratu eta hilabeteko epean.

17. artikulua: Emandako babesaren aipamena

Diru-laguntza jasotzen duten eragileek, Euskaren Erakunde Publikoak eta Eusko Jaurlaritzaren Hizkuntza Politikarako Sailburuordetzak eskainitako babesa adierazi beharko dute lagunduriko proiektu edo jardueraren ondorioz egindako iragarki guztietan. Betebeharrak, Euskararen Erakunde Publikoak zehaztuko ditu.

Article 18 : Obligations légales

Dans le domaine ❶. Soutien à l'édition en langue basque, et en tant qu'éditeur, l'opérateur est tenu d'inscrire son projet dans le cadre légal relatif à l'édition :
• Loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix unique du livre.
• Article 1 de l'arrêté du 12 janvier 1995 fixant les mentions obligatoires devant figurer sur les documents imprimés, graphiques et photographiques soumis au dépôt légal :
- nom et adresse de l'éditeur,
- nom et adresse de l'imprimeur,
- date d'achèvement du tirage,
- numéro ISBN,
- prix en euros,
- date du dépôt légal.

Article 19 : Non-respect des obligations

1. Seront considérés comme manquement aux clauses établies les cas suivants :
a) L'utilisation totale ou partielle de l'aide allouée pour l'organisation d'activités autres que celles ayant fait l'objet de l'affectation.
b) Dans le cas d'une mise en œuvre partielle du projet, le non-remboursement de la subvention accordée dans le délai imparti.
c) De manière générale, le non-respect d'une disposition décrite dans le présent document.
2. Tout cas de manquement tel que décrit ci-dessus entraînera le remboursement de l'aide versée auprès de l'Office Public de la Langue Basque.

Dispositions finales

Première disposition :
Toute réclamation relative au présent règlement peut être transmise auprès du Président de l'Office Public de la Langue Basque, à partir du jour suivant sa publication et dans un délai d'un mois.

Seconde disposition :
Le présent règlement entre en vigueur à sa publication.

18. artikulua: Legezko betebeharrak

Euskarazko liburuaren argitaratzea sustapen-lerroaren kasuan (❶), eragileak, argitaratzailea den neurrian, bere proiektua liburugintzaren koadro legalaren errespetuan eraman behar du :
• 1981eko agorrilaren 10eko Legea, 81-766 zk., liburuaren prezio bakarrari buruzkoa,
• 1995eko urtarrilaren 12ko aginduko 1. Artikulua, lege gordailuaren errespetuan, behartu argazki, dokumentu grafiko eta inprimaki orotan derrigorrez agertarazi beharreko aipamenak finkatzen dituena :
- argitaratzailearen izena eta helbidea,
- inprimatzailearen izena eta helbidea,
- tirada bukatu den eguna,
- ISBN zenbakia,
- salneurria eurotan,
- lege gordailuaren data.

19. artikulua: Ez betetzeak

1. Arauak bete gabetzat joko dira honako kasu hauetan :
a) Jasotako diru-laguntza osoa zein zati bat agindu honetan zehaztutakoez beste jardueretarako erabiltzea.
b) Proiektua edo jarduerak ez badira osoki gauzatzen, zehaztutako diru-kopurua ez itzultzea, horretarako emandako epean.
c) Beste xedapen batean, orokorrean, nahitaezkotzat jotzen diren gainerako egitekoak ez betetzea.
2. Artikulu honetako aurreko idatzi-zatian aipatutako ez betetzeren bat gertatuz gero, jasotako dirua eta horren legezko interesak itzuli beharko zaizkio EEPri.

Azken xedapenak

Lehen xedapena:
Agindu honen aurka interesatuek erreklamazioa aurkeztu ahal izango diote Euskararen Erakunde Publikoaren Lehendakariari hilabeteko epean, kaleratu eta hurrengo egunetik hasita.

Bigarren xedapena:
Agindu honek kaleratu eta hurrengo egunetik hasita izango du eragina.

Règlement 2022 « volet Edition »
adossé au règlement de l'Appel à projets action linguistique 2022

•••

3 domaines d'intervention :
❶. Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque.
❷. Soutien aux actions et à la production d'outils de promotion ou de commercialisation d'ouvrage en langue basque.
❸. Soutien à la mise en place d'animations pédagogiques en langue basque.

2022eko hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiaren araudiari uztartu
« Argitalpena atala » 2022ko araudia

•••

3 sustapen-lerro:
❶. Euskarazko liburuaren argitaratzea sustatu.
❷. Euskarazko liburuaren merkaturatzea edo honen promoziorako lan tresnen sorrera eta jarduerak sustatu.
❸. Euskarazko animazio pedagogikoen antolaketa sustatu.

F	**Fitxa** **2022ko diru-laguntza eskabide txostena « Argitalpena Atala »** **(2022ko hizkuntza jarduera Proiektu Deialdiari uztartua)**	Argitaratzailea ne rien inscrire ez deus idatzi
D2022		Liburua 1 2 3 4

Oharrak

- Fitxa hau, "❶. **Euskarazko liburuen argitaratzea sustatu"** sustapen-lerroaren zati da.
- Fitxa bakoitza **2 hizkuntzatan** derrigorrez osatzekoa da
- **Fitxa bat** osatzekoa da aurkeztu **liburu bakoitzeko.**
- Osatzekoak diren laukitxoen espazioa motz geldituz gero, agerrarazi eta behar datuak aparteko orrialde batean zehaztu.

Egiturari buruzko datuak

Iragan urtean argitaratu titulu kopurua

horietan euskaraz argitaratu tituluak

Horietan frantsesez argitaratu tituluak

Horietan eleanitzez argitaratu tituluak (ale berean)

Katalogo osoan agertzen den liburu kopurua

Hunkitu salmenta gune kopurua

Erabilitako hedapen modua (aukeratu)

☐ autobanaketa osoa ☐ banatzaile bidez ☐ autobanaketa partziala

Erabilitako promozio lan tresnak (aukeratu)

☐ paperezko katalogoa ☐ PLV ☐ prentsaurrekoa

☐ internet katalogoa ☐ esku-orria ☐ iragarkia

☐ beste (zehaztuz)

Aurkeztu liburuari buruzko xehetasunak

Liburuaren **titulua**

Autorea (Deitura eta Izena)

Itzultzailea (Deitura eta Izena)

Liburuaren **jatorrizko hizkuntza**

Orrialde Kopurua

Formatua (zm-tan)

Liburuaren Hizkuntza(k) ☐ Elebakarra euskaraz ☐ Elebiduna ☐ Eleanitza

Aurkeztu liburuari buruzko datu teknikoak

Proiektuari lotutako karguak	Dirutza (ZK)	Proiektuari lotutako irabaziak	Dirutza (ZK)
Ekoizpena			
Konposaketa eta maketazioa	€ ZK	Autofinatzamendua	€ ZK
Imprimaketa eta liburu-jostura	€ ZK	Eskatutako diru-laguntza publiko/pribatuak *(erakundeak eta diru-laguntzak zenbatekoak diren zehaztu)*	
Argitaratzea			
Testuaren jotzea eta besterik	€ ZK	-	
Zuzenketa	€ ZK	-	€ ZK
Itzulpen gastuak	€ ZK	-	€ ZK
Ikonografia eta erreprodukzio eskubideak	€ ZK	-	€ ZK
Autore irabaziak	€ ZK	**EEP/EJ-ri eskatu dirutza** (*2)	€ ZK
OROTARA	€ ZK	**OROTARA**	€ ZK

Salneurria (Zerga Guziak Barne)

Errentagarri-tasun heina (*1)

Aurreikusi promozio kanpaina edota hedapen moduak

(*1) Errentagarritasun heina, saldu beharreko ale kopurutan adieraziz (kostuen kalkuluan, autorearen eskubideak eta egitura gastuak kontutan hartuz).

(*2) Aurkeztutako liburuarentzat, Euskararen Erakunde Publikoari eta Eusko Jaurlaritzari eskatutako diru-laguntza kopurua (ekoizpen eta argitaratze gastuak baizik).

Editeur

F

D2022

Fiche
Dossier de demande de financement 2022 « Volet Edition »
(adossé à l'Appel à projets action linguistique 2022)

ne rien inscrire
ez deus idatzi

Ouvrage

	1		2		3		4	

⚠ **Observations**

- La présente Fiche est à associer au domaine "❶. **Soutien à l'édition d'ouvrage en langue basque**".
- Chaque fiche est à compléter **impérativement** en 2 langues (recto **et** verso).
- **Une fiche** est à compléter **par ouvrage** présenté.
- Si l'espace à renseigner des cases ci-dessous est insuffisant, le signaler et porter les renseignements sur feuille libre.

Données structurelles

Nombre de titres publiés l'année précédente

dont titres publiés en basque

dont titres publiés en français

dont titres publiés en plurilingue (sur un même exemplaire)

Nombre d'ouvrages au catalogue

Nombre de points de ventes touchés

Mode de diffusion utilisé (cocher)

☐ autodiffusion totale ☐ diffuseur ☐ autodiffusion partielle

Outils de promotion utilisés (cocher)

☐ catalogue papier ☐ PLV ☐ conférence de presse

☐ catalogue internet ☐ prospectus ☐ encart publicitaire

☐ autre (précisez)

Renseignements concernant l'ouvrage proposé

Titre de l'ouvrage

Auteur (Nom et Prénom)

Traducteur (Nom et Prénom)

Langue d'origine de l'ouvrage

Nombre de pages

Format (en cm)

Langue(s) de l'ouvrage ☐ Unilingue basque ☐ Bilingue ☐ Plurilingue

Données techniques relatives à l'ouvrage proposé

Charges liées au projet	Montant (HT)	Produits liés au projet	Montant (HT)
Fabrication			
Composition et mise en page	€ HT	Autofinancement	€ HT
Impression et reliure	€ HT	Aides publiques et privées : (préciser les institutions sollicitées)	
Edition			
Saisie et autre	€ HT	-	
Correction	€ HT	-	€ HT
Frais de traduction	€ HT	-	€ HT
Droits iconographiques et de reproduction	€ HT	-	€ HT
A-valoir auteur	€ HT	**Montant sollicité OPLB / GB** (*2)	€ HT
TOTAL	€ HT	**TOTAL**	€ HT

Prix public (TTC)

Seuil de rentabilité (*1)

Campagne de promotion et/ou mode de diffusion envisagés

(*1) Seuil de rentabilité exprimé en nombre d'exemplaires à vendre (en intégrant au calcul des coûts, les droits d'auteur et les frais de structure).

(*2) Montant sollicité à l'Office Public de la Langue Basque et au Gouvernement Basque pour l'ouvrage présenté (coûts de fabrication et d'édition seulement).